



Ratssekretariat
Secrétariat parlementaire

2^{ème} procès-verbal du Conseil de ville / 2. Stadtratsprotokoll

Séance du jeudi 9 février 2012 à 18 heures

Sitzung vom Donnerstag, 9. Februar 2012, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Ammann Olivier, Arnold Marc, Augsburg-Brom Dana, Baltzer Niklaus, Blättler Schmid Isabelle, Bohnenblust Regula, Bohnenblust Simon, Brassel Urs, Calegari Patrick, Chevallier Barbara, Esseiva Monique, Fischer Pascal, Freuler Fritz, Garbani Charlotte, Grivel Pierre-Yves, Grünenwald Samuel, Grupp Christoph, Gurtner Roland, Habegger Hans Peter, Habegger Markus, Hadorn Werner, Hügli Daniel, Isler Peter, Jean-Quartier Caroline, Kaufmann Stefan, Linder Fiorella, Magnin Claire, Menekse Ali, Mischler Peter, Molina Franziska, Morier-Genoud Michèle, Moser Peter, Némitz Cédric, Nicati Alain, Ogi Pierre, Oliveira-Jorns Renate, Paronitti Maurice, Pichard Alain, Rindlisbacher Hugo, Rüfenacht Daphné, Scherrer Martin, Sermet Béatrice, Simon Fatima, Steinmann Alfred, Stöckli Schwarzen Heidi, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Sylejmani Ali, Tanner Anna, Thomke Friedrich, Wiederkehr Martin, Wiher Max

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Bösch Andreas, Donzé Pablo, Dunning Samantha, Eschmann René, Güntensperger Nathan, Löffel Christian, Rüfenacht Martin

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Erich Fehr, Maire

Conseillers/ères municipaux: Contini François, Klopfenstein Hubert, Moeschler Pierre-Yves, Steidle Silvia, Schlauri René, Schwickert Barbara

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

Liechti Gertsch Teres

Présidence / Vorsitz:

Monique Esseiva, Présidente du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Regula Klemmer, Secrétaire parlementaire

Affaires traitées / Behandelte Geschäfte	Page / Seite
17. Approbation de l'ordre du jour	40
18. Communications du Bureau du Conseil de ville	40
• Décomptes de la compétence de la CDG	40
19. Élection d'un membre à la Commission PPP	40
20. Élection d'un membre à la Commission préconsultative spéciale pour les projets "Structures biennoises 2013 et Esplanade"	41
21. 20110349 Transformation et assainissement de la crèche de la rue de l'Avenir à Bienne / Crédit d'engagement	41
22. 20110015 Motions et postulats adoptés / Délai de 2 ans / Demandes visant à radier du rôle ou à prolonger le délai de réalisation au sens des art. 42 et 43 du Règlement du Conseil de ville:	50
• Mairie	50
• Direction des finances	52
• Direction de la sécurité	55
23. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20120061, Béatrice Sermet-Nicolet, Groupe PSR, "Déploiement d'un réseau à fibre optique en Ville de Bienne"	58
24. Motivation de l'urgence de la motion 20120062, Alain Nicati, Groupe Forum, "Stades en développement"	59
22. 20110015 Motions et postulats adoptés / Délai de 2 ans / Demandes visant à radier du rôle ou à prolonger le délai de réalisation au sens des art. 42 et 43 du Règlement du Conseil de ville (suite):	59
• Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture	59
• Direction des travaux publics	64
25. Interpellation interpartis 20110255, Alain Pichard, PVL, Pascal Fischer, LC, "Enquête auprès de la fondation Orchestre symphonique de Bienne"	74
26. Motion urgente 20110337, Barbara Chevallier, Béatrice Sermet-Nicolet, PSR, "Qualité de l'accueil des enfants à l'École à journée continue (EJC)"	79
27. Motion 20110283, Claire Magnin, Pablo Donzé, Groupe des Verts Bienne, "Renforcer les quartiers"	81
28. Interpellation 20110286, Dana Augsburg-Brom, Salome Strobel, Groupe socialiste, "État de la planification et stratégie d'avenir pour l'installation sportive de la Champagne"	83
29. Nouvelles interventions	84

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Mesdames et Messieurs, j'ai le plaisir de vous saluer très cordialement à cette 2^{ème} séance du Conseil de ville.

Vous trouvez sur vos tables:

- Une lettre du 27 janvier 2012 de la Mairie adressée aux membres du Conseil de ville concernant le rapport final de l'avant-projet de tram régional, plus un résumé du rapport final
- Une lettre d'invitation pour la "Plate-forme suisse du développement durable des communes, des villes et des entreprises", qui aura lieu du 13 au 15.3.2012, organisée par Cleantec City
- Une invitation à un repas inhabituel le 20 février 2012 de la Cuisine populaire

17. Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour est approuvé tacitement.

18. Communications du Bureau du Conseil de ville

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: J'aimerais vous rendre attentifs que la séance du Conseil de ville du mois d'avril aura lieu le 26 avril 2012 et non le 19 en raison des vacances scolaires de Pâques. Au préalable, il avait été indiqué le 19 avril, mais c'est effectivement le 26 avril 2012.

Décomptes de la compétence de la CDG

Klemmer Regula, Ratssekretärin: Die GPK hat anlässlich ihrer Sitzung vom 2. Februar 2012 die folgenden Abrechnungen von Verpflichtungskrediten in eigener Kompetenz und einstimmig genehmigt:

- 20080398 Allgemeine kleine Objekte Elektrizität 2009 (SID)
- 20060296 Mühlebrücke (Rüschlistrasse-Rosius) / Kanalisationserneuerung (BAU)

19. Élection d'un membre à la Commission PPP

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Nous devons remplacer Monsieur Hans Ulrich Köhli. Le Groupe des Verts libéraux propose Monsieur Simon Bohnenblust. Y a-t'il d'autres propositions? Ce n'est pas le cas.

Vote

Est élu à la Commission PPP, en remplacement du membre démissionnaire Monsieur Hans Ulrich Köhli, sur proposition du Groupe des Verts libéraux:

Monsieur Simon Bohnenblust**20. Élection d'un membre à la Commission préconsultative spéciale pour les projets "Structures biennoises 2013 et Esplanade"**

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Nous devons également remplacer Monsieur Hans Ulrich Köhli. Le Groupe des Verts libéraux propose Monsieur Simon Bohnenblust. Y a-t'il d'autres propositions? Ce n'est pas le cas.

Vote

Est élu à la Commission préconsultative spéciale pour les projets "Structures biennoises 2013 et Esplanade", en remplacement du membre démissionnaire Monsieur Hans Ulrich Köhli, sur proposition du Groupe des Verts libéraux:

Monsieur Simon Bohnenblust**21. 20110349 Transformation et assainissement de la crèche de la rue de l'Avenir à Bienne / Crédit d'engagement**

Ammann Olivier, au nom de la Commission de gestion: La Commission de gestion a analysé ce dossier avec beaucoup d'attention. Elle n'est pas entrée dans le débat de savoir s'il fallait démolir le bâtiment pour en reconstruire un neuf, mais elle a soutenu la proposition de transformation faisant l'objet de ce rapport et le crédit en conséquence. Nous tenons à relever, que le rapport est complet et bien expliqué et nous avons également été contents de pouvoir relever que les explications étaient complètes. La Commission de gestion s'est intéressée de savoir comment les travaux se dérouleraient, étant donné que la crèche de la rue de l'Avenir devrait rester en fonction pendant les périodes de travaux. Cette question a déjà été posée au Directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture. Une deuxième question a été posée au Directeur des travaux publics, pour avoir plus de détails sur ce qui allait se faire dans les alentours du bâtiment et la Commission de gestion sera bien évidemment curieuse d'entendre les réponses tout à l'heure.

Par rapport à la solution originale, proposée lors du vote du crédit d'engagement pour la planification de 400'000 fr. en 2010, le bâtiment sera utilisé complètement par la crèche. Il n'y a plus de locaux prévus pour des utilisations de tiers, car cela aurait posé beaucoup trop de problèmes. La Commission de gestion reconnaît le besoin de cette transformation et vous recommande d'accepter le projet d'arrêté.

Scherrer Martin, Fraktion BVP plus: Die Fraktion BVP plus prüfte und diskutierte dieses Geschäft intensiv. Negativ überrascht war sie von den nicht erklärbaren, hohen Kosten. Anstelle der budgetierten CHF 3,7 Mio. kostet die Sanierung jetzt CHF 4,3 Mio., also 16% mehr als vorgesehen. Die Fraktion BVP plus ist der Meinung, der Gebäudezustand sei noch recht gut. Angesichts der strapazierten Stadtfinanzen ist sie deshalb überzeugt, dass es sich um ein überteuertes Projekt handelt und erhebliches Einsparpotenzial vorliegt. **Deshalb beantragt die Fraktion BVP plus Rückweisung des Geschäfts mit dem Auftrag an den Gemeinderat, dass ein dem Budgetrahmen angepasstes Projekt vorgelegt wird.**

Eine Einsparung von CHF 0,6 Mio. kann problemlos erzielt werden. Dafür sprechen mehrere Gründe: Obwohl kein genauer Plan der Gebäudefläche vorliegt, kann anhand der Angaben im Bericht abgeschätzt werden, dass das Gebäude eine Bruttogeschossfläche von rund 1'000 m² aufweist. Bei einem Investitionsvolumen von CHF 4,3 Mio. werden pro m² über CHF 4'000.- investiert. Zum Vergleich: bei einem Neubau eines Einfamilienhauses wird mit ungefähr CHF 3'300.- pro m² gerechnet. Bei der KITA geht es um ein grösseres Gebäude, womit der Preis pro m² sinken dürfte. Es ist klar, dass Neubau- und Sanierungskosten nicht gleich gerechnet werden können. Trotzdem ist die Fraktion BVP plus der Meinung, dass diese Sanierung deutlich überteuert ist. Ein Neubau hätte zudem den Vorteil, dass zum erwähnten Preis sogar der Minergie-Standard erfüllt werden könnte. Sparpotenzial sieht die Fraktion BVP plus auch bei den energetischen Arbeiten. Trotz zahlreichen Massnahmen werden jährlich nur CHF 6'000.- eingespart. Ein so kleiner Nutzen rechtfertigt nicht die teuren Massnahmen. Auch hier sieht die Fraktion BVP plus also Einsparpotenzial, indem nur die zwingend notwendigen Massnahmen umgesetzt werden. Auf Seite 6 des Berichts steht: *"Das Ziel der Sanierung ist, den Originalcharakter der Elemente und Oberflächen zu erhalten."* Auch hier muss ein Umdenken stattfinden. Das Ziel soll eine kostenoptimierte Sanierung sein, nicht der Erhalt des Originalcharakters. Die Umgebungsarbeiten sollen auf CHF 130'000.- zu stehen kommen. Darunter fällt beispielsweise die Beschaffung einer Drachenrutschbahn, die aber noch saniert werden muss, bevor sie benutzt werden kann. Auch dies zeigt, dass nicht kostenoptimiert geplant wurde. Es geht um "nice to have". Die BVP plus ist der Meinung, dass erhebliche Kosten eingespart werden können. Ein weiterer Punkt sind die Honorarkosten von CHF 670'000.- (exklusive CHF 400'000.- Vorprojekt)! Für dieses Geld könnte die Stadt fünf Personen ein ganzes Jahr lang beschäftigen. Auch hier stellt sich damit die Frage, weshalb die Honorarkosten so hoch ausfallen.

Die Stadt befindet sich in einer angespannten Finanzsituation, welche sich in den nächsten Jahren nicht verbessern wird. Die Ausgaben müssen sich deshalb auf zwingend notwendige beschränken. Bei Bauprojekten und Sanierungen muss dringendst umgedacht und auf "nice to have" verzichtet werden. Geld, welches heute ausgegeben wird, steht der Stadt später nicht mehr zur Verfügung. Das kann bedeuten, dass später auf Sanierungen verzichtet werden muss, oder beim Personal oder andernorts Einsparungen erfolgen müssen. CHF 0,6 Mio. sind kein unüberbrückbares Hindernis. Der Umbau und die Sanierung der Krippe Zukunftsstrasse kann auch mit CHF 3,7 Mio. realisiert werden. Deshalb bittet die Fraktion BVP plus den Stadtrat, ihren Rückweisungsantrag zu unterstützen.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Le Groupe PPB plus fait une demande de renvoi. À partir de maintenant, les débats continuent que sur le renvoi.

Wiederkehr Martin, Fraktion SP: Die Fraktion SP diskutierte dieses Geschäft intensiv und sie ist davon überzeugt, dass es heute Abend behandelt werden muss. Sie wird den Rückweisungsantrag der Fraktion BVP plus nicht unterstützen.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke dem GPK-Sprecher, der alles Wesentliche zu diesem Geschäft sagte. Nun geht es um den Rückweisungsantrag der Fraktion BVP plus. Trotzdem muss ich etwas ausholen. Natürlich kann über die Kosten diskutiert werden. Auch beim Schulhaus Châtelet wurde der Vorwurf erhoben, das Projekt sei zu teuer. Das heute vorliegende Projekt ist aber keinesfalls überrissen. Nach acht Jahren kann die Baudirektion zusammen mit der BSKD endlich ein Projekt für die Sanierung dieser KITA vorlegen, das alle Bedürfnisse abdeckt. Lange war nicht klar, wie es mit der KITA überhaupt weitergehen soll. Nun liegt aber ein Projekt vor, dank welchem für ungefähr 100 Kinder Platz geschaffen werden kann. Das Gebäude ist 50-jährig und es muss etwas unternommen werden. Die Bausubstanz ist aber an sich gut, was die Sanierung und Erweiterung überhaupt erst möglich macht. Die Frage wurde gestellt, ob ein Neubau nicht günstiger gewesen wäre. Die Baudirektion prüfte dies, kam aber zum Schluss, dass es weit mehr gekostet hätte, insbesondere unter Berücksichtigung des Rückbaus des alten Gebäudes und der dadurch notwendigen Provisorien. Die diesbezüglichen Berechnungen ergaben schlussendlich Kosten von rund CHF 7-8 Mio.. Eine Sanierung ist also sicher wirtschaftlicher, zudem beinhaltet das vorliegende Projekt nur die nötigsten Massnahmen. Alle aufgelisteten Arbeiten basieren auf Kostenvoranschlägen. Die Arbeiten werden aber noch ausgeschrieben und es kann sein, dass die Kosten dadurch noch sinken. Aus dem hohlen Bauch heraus zu sagen, CHF 0,6 Mio. könnten problemlos eingespart werden, ist in meinen Augen ein unglücklicher Schnellschuss. Die Abteilung Hochbau ist sich bewusst, dass mit gesprochenen Krediten haushälterisch umgegangen werden muss. Im vorliegenden Projekt wurden gar bereits Sparvorschläge berücksichtigt und gerade beim Minergie-Standard wurde nur das Minimum vorgesehen. So wird beispielsweise auf eine teure Innenlüftung verzichtet, Küche und Heizung werden nicht ersetzt. Die strukturellen Änderungen bedingen aber umfassende Umbauten. Der Kostenrahmen ist sicher nicht überrissen. Der Aussenraum wurde von Herrn Scherrer beanstandet und die GPK stellte Fragen dazu. Mit CHF 130'000.- sind die Kosten für den Aussenraum aber nicht überrissen. Die Terrainanpassungen im Umfang von CHF 60'000.- sind nötig. Zudem ist ein Materialunterstand für CHF 50'000.- vorgesehen. Für Spielgeräte sind CHF 20'000.- projektiert, auch dies ist kein überrissener Betrag. Alles in allem bitte ich den Stadtrat, das Geschäft nicht zurückzuweisen. Nach acht Jahren liegt endlich ein gutes Konzept vor und es ist wirklich denkbar, dass die Sanierung schlussendlich billiger zu stehen kommt als heute absehbar. Eine Herabsetzung des Kreditrahmens um CHF 0,6 Mio. ist meines Erachtens nicht möglich. Alles andere werde ich ausführen, wenn der Rückweisungsantrag abgelehnt wird.

Vote

sur la proposition de demande de renvoi du groupe PPB plus

La proposition est refusée.

Wiederkehr Martin, Fraktion SP: Dieses Gebäude wurde 1953 gebaut, dies entspricht meinem Geburtsjahr. CHF 4,3 Mio. würden wohl nicht ausreichen, um mich zu sanieren... - aber Spass beiseite! In der Fraktion SP ist das Geschäft an und für sich unbestritten. Wir haben es unter drei Aspekten beurteilt: Am wichtigsten ist der Fraktion SP die Qualität der KITA. KITA-Plätze sollten nicht einfach irgendwie geschaffen werden, sondern sie sollten so gestaltet sein, dass die Kinder gerne hingeschickt werden. Ich wuchs in diesem Quartier auf und besuchte dort den Kindergarten. Einmal musste meine Mutter für zwei oder drei Wochen ins Spital und so verbrachte ich viel Zeit in diesem Gebäude. Davon habe ich fast ein Kindheitstrauma davon getragen. Die KITA möchte ich heute in unsaniertem Zustand keinem Kind zumuten. Aber Spass auch hier beiseite... Tatsache ist, dass ich das Gebäude auch beruflich kenne. Letztes Jahr hatte ich die Gelegenheit, das Innere des Gebäudes zu besichtigen. Wie Herr Klopfenstein bereits sagte, sind Massnahmen dringend nötig, immerhin zog sich die Planung über acht Jahre hin. Die Sanierung muss jetzt endlich angegangen werden! Der Standort des Gebäudes ist optimal. Ein Abriss der Liegenschaft käme auf jeden Fall teurer zu stehen, als die KITA an einem anderen Ort zu erstellen. Die KITA ist ein schöner Ort und passt ins Quartier. Zudem wird im Quartier gebaut, was Familien anziehen wird. Nahe bei der KITA gibt es eine Grünfläche, die als Spielplatz genutzt werden kann. Ich habe in Biel bereits KITAs gesehen, wo die Kinder im Sommer nur auf einem Betonplatz spielen können. Das möchte die Fraktion SP nicht. Sie möchte eine KITA-Qualität, die den Kindern eine gute und schöne Zeit ermöglicht.

Die Fraktion SP diskutierte aber auch über das Finanzielle. Die Honorarkosten verschlagen dem Durchschnittsbürger, der Durchschnittsbürgerin tatsächlich jedes Mal die Sprache. Es gibt aber SIA-Normen zu den Tarifen, um welche leider niemand herumkommt. Auch beim Zahnarzt oder bei der Krankenkasse frage ich mich jedes Mal, warum die Tarife so hoch sind. Als NormalbürgerIn ist man einfach ohnmächtig. Die Honorarkosten im vorliegenden Projekt machen auch der Fraktion SP Sorgen. Wenn sie dem Kredit heute Abend auch zustimmt, gibt sie dem Gemeinderat keinen Persilschein, das Geld vollumfänglich auszugeben. Beim Schulhaus Châtelet verlangte die Fraktion SP ein Kostendach. Dies tut sie beim vorliegenden Projekt nicht. Sie hält aber klar fest, dass der Budgetrahmen nicht zwingend ausgeschöpft werden muss und Honorarkosten womöglich eingespart werden müssen. Auch tiefe Baukosten sind der Fraktion SP ein Anliegen. Sie hält sich aber zurück, der Baudirektion und der Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektion in ein Gesamtprojekt hineinzupfuschen und mit dem Rotstift das eine oder andere einfach zu streichen, denn das wäre unprofessionell. Der dritte wichtige Aspekt für die Fraktion SP sind die BenutzerInnen. Die Bauphase wird nicht einfach sein. Die Bedürfnisse der BenutzerInnen müssen deshalb unbedingt miteinbezogen werden und es müssen optimale Lösungen gefunden werden, um den Betrieb aufrecht halten zu können. Dafür wird den BenutzerInnen viel Geduld abverlangt, denn der Betrieb soll auch während der Bauphase gewährleistet sein. Die Fraktion SP wird dem vorliegenden Kredit zustimmen.

Magnin Claire, au nom du Groupe Les Verts: Le Groupe des Verts soutient la transformation et l'assainissement de la Crèche de la rue de l'Avenir à Bienne. Cette crèche doit être assainie, sécurisée et adaptée à une utilisation exclusive des petits enfants. Le projet prévoit, non seulement davantage de places pour des enfants, mais également des salles pour des activités, telles que la peinture ou la gymnastique. Notre groupe pense que c'est une crèche de qualité et que l'assainissement sera de qualité. Nous soutiendrons donc ce dossier. Toutefois, pour le Groupe des Verts, les frais sont relativement élevés. Nous nous sommes heurtés, en particulier, au montant de 668'000 fr. prévu pour les honoraires et aimerions savoir comment se répartissent ces honoraires entre les différents maîtres d'œuvre. Correspondent-ils aux normes? En raison de telles sommes en jeu, le Groupe des Verts aimerait également avoir plus de détails sur les différents postes du devis de planification. Nous soutenons l'idée d'un bâtiment moderne et bien adapté, mais à notre sens, la qualité ne s'arrête pas là. Il s'agit également de compter sur du personnel suffisant et bien formé avec un concept pédagogique clair. C'est uniquement ces conditions, qui à notre avis, sont garantes d'une crèche de qualité.

Bohnenblust Simon, Fraktion GLP: Der Kredit für die Sanierung der KITA wird von der Fraktion GLP nicht bestritten. Sie stellt fest, dass die Sanierung der Bausubstanz sowie der Umbau für die Betreuungsmöglichkeiten notwendig sind. Die nötigen Voruntersuchungen, insbesondere hinsichtlich des Brandschutzes, wurden gemacht. Das ist in der heutigen Zeit ein wichtiges Qualitätsmerkmal. Auch der Gebäudecheck zur Feststellung allfälliger Schadstoffe wurde durchgeführt. Die Weiternutzung der KITA während der Bauphase ist sichergestellt. Die Sanierung führt zu einem verminderten Energieverbrauch. Auf praktische Aspekte wurde aber ebenfalls Rücksicht genommen. So wurde auf eine Komfortlüftung verzichtet. Das vereinfacht das Lüften und nimmt Rücksicht auf die Gebäudestruktur. Die Fraktion GLP hat höchstens Fragen zur Umgebungsgestaltung. Herr Klopfenstein kündigte bereits weitere Informationen dazu an. Die Fraktion GLP erwartet, dass die dafür vorgesehenen Kosten nicht überschritten werden. Ferner möchte die Fraktion GLP Erläuterungen zu den Subventionen, welche am Schluss des Berichts erwähnt werden. Sie wäre froh um einen ungefähren Anhaltspunkt darüber, mit wieviel Subventionen ungefähr gerechnet werden kann. Die Fraktion GLP wird aber den Antrag des Gemeinderats unterstützen.

Molina Franziska, Fraktion Forum: Die Fraktion Forum diskutierte dieses Geschäft ausführlich. Auch sie findet CHF 4,3 Mio. einen hohen Betrag für die Sanierung einer KITA. Im vorliegenden Projekt geht es aber nicht nur um eine Sanierung, sondern auch um einen Umbau. Im Moment sind in der KITA sechs Gruppen untergebracht. Nach dem Umbau werden sogar acht bis neun Gruppen Platz finden. Der Vorredner sagte bereits das meiste, die Fraktion Forum wird dem Kredit jedenfalls zustimmen.

Freuler Fritz, Grüne: Zuerst möchte ich meiner Freude Ausdruck geben. Ich finde es höchste Zeit, dass Biel nach so vielen Jahren die KITA Zukunft endlich sanieren will und finde die Ausgabe daher sehr sinnvoll. Sie dient vorab den Kindern. Diese sind unsere Zukunft (entsprechend dem Namen der KITA). Die KITA dient natürlich auch den arbeitstätigen Eltern und leistet einen Beitrag zur Gleichstellung der Geschlechter, da ja immer noch mehrheitlich die Mütter zu den Kindern schauen. Meines Erachtens sind für eine Krippe zwei Elemente wichtig: Erstens braucht es ein gutes Gebäude mit einer guten Umgebung. Das vorliegende Projekt versucht, dem zu

entsprechen. Zweitens wird genügend gutes Personal benötigt. Im letzten Jahr wurde in 38 Deutschschweizer Krippen eine Studie durchgeführt. Die Bewertung richtete sich nach einer international anerkannten Wertung mit einer Skala von 1 - 7. Die Bieler KITAs erreichten maximal 4,5 Punkte. Es wurde festgestellt, dass pädagogische Konzepte fehlen und dass das Aufsichtspersonal oft ungenügend aus- und weitergebildet ist. Es reicht nicht aus, nur das Gebäude zu sanieren. Ist die Stadt auch bereit, in die Aus- und Weiterbildung des Personals zu investieren?

Die im Bericht unter 5.2 aufgeführten Baukosten werfen bei mir Fragen auf. So kann ich mir beispielsweise nicht erklären, weshalb die bereits sanierte Heizungsanlage noch immer mit CHF 120'000.- jährlich zu Buche schlägt. Zudem möchte ich wissen, weshalb die Kosten für die Sanitäranlagen so hoch ausfallen, denn die alten Anlagen bleiben zum Teil bestehen und die Küche wird überhaupt nicht verändert. Ich weiss auch nicht, was in den Honoraren enthalten ist. Ich nehme aber an, dass es sich nicht nur um die Architektenhonorare handelt, sondern wahrscheinlich auch noch um Planer- und Ingenieurhonorare. Dies ist aus der Auflistung aber nicht ersichtlich. Ich gehe davon aus, dass der GPK die genauen Unterlagen vorlagen und sie diese prüfen konnte. Trotzdem möchte ich vom Baudirektor eine Antwort zu den Honoraren. Wenn auf eine SIA-Norm verwiesen wird, kann ich auf eine kleine Erfahrung zurückgreifen. Die Architekten, mit welchen ich bereits zusammenarbeitete, wendeten nie SIA-Normen an oder überprüften die Zuschläge. In der Regel machten sie Abstriche von 10%-20%. In der Praxis sind die SIA-Normen damit heute nicht mehr die Norm.

Ich habe unterdessen bei mehreren Vorlagen sehen können, dass die Baukosten wie im vorliegenden Bericht aufgliedert wurden. Könnten die BKP in Zukunft bis zur dritten Ebene aufgeschlüsselt werden? Die zusätzlichen Informationen würden dem Stadtrat Diskussion und Entscheidung erleichtern.

Bei den im Bericht unter 5.4 aufgelisteten Gesamtfolgekosten finde ich den baulichen Unterhalt mit 1% sehr tief angesetzt. Ich glaube nicht, dass eine KITA, die doch sehr stark beansprucht wird, mit 1% Unterhaltskosten durchkommen wird. Zudem beruhen Abschreibung und Verzinsung in meinen Augen nicht auf realen Werten. Wahrscheinlich liegt diesen irgendein Schema zugrunde, das als Entscheidungsgrundlage unbrauchbar ist.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke nochmals für die grundsätzliche Zustimmung. Es wurden kritische, aber durchaus legitime Fragen zu den Kosten gestellt. CHF 4,3 Mio. sind auch für die Abteilung Hochbau ein stolzer Betrag. Am Anfang dieses Projekts steht ein Studienauftrag an ein Bieler Büro, welches die KITA Zukunft bereits kannte. Damals war noch nicht klar, dass die Sanierung schlussendlich so teuer wird. Das Projekt wurde umfassender, als in den letzten zwei oder drei Jahren die Begehrlichkeiten stiegen. Plötzlich stellte sich heraus, was alles gemacht werden muss. Deshalb wurde auch der Honorarbetrag immer wie höher. Wäre dessen Höhe von Anfang an bekannt gewesen, hätten auch diese Arbeiten öffentlich ausgeschrieben werden müssen. Gemäss kantonalem Gesetz gilt jedoch der geschätzte Aufwand zu Beginn, sonst müsste ja im Zuge des Projektfortschritts immer der Architekt gewechselt werden. Juristisch ist die Stadt also abgesichert. Zu den Honoraren werde ich mich später nochmals detailliert äussern.

Ich habe hier den genauen Kostenvoranschlag vor Augen, mit einer normalen Ungenauigkeit von +/- 10%. Alle Arbeiten sind detailliert aufgeführt. Obschon die Heizung an und für sich in einem guten Zustand ist, muss das ganze Leitungsnetz ersetzt werden. So erklärt sich der von Herrn Freuler erwähnte Betrag von CHF 120'000.-. Die Umgebungsarbeiten belaufen sich - wie erwähnt - auf CHF 60'000.- für die Aussenraumgestaltung, CHF 20'000.- für den Spielplatz und CHF 50'000.- für den Unterstand. Dieser Betrag ist sicher nicht überrissen. Honorare sind immer ein Zankapfel. Der BKP-Posten 29 "Honorare" teilt sich wie folgt auf: CHF 530'000.- für den Architekten, CHF 36'000.- für den Bauingenieur, CHF 42'000.- für den Elektroingenieur, CHF 20'000.- für den Heizungs- und Lüftungsingenieur, CHF 26'000.- für den Sanitäringenieur, CHF 10'000.- für den Bauphysiker und CHF 4'000.- für den Landschaftsarchitekten. Im Architektenhonorar ebenfalls enthalten ist die zwei Jahre dauernde Bauleitung für CHF 300'000.-. Im Verhältnis zur Gesamtsumme ist dieser Betrag also ganz sicher nicht überrissen. Was die SIA-Normen angeht, ist die Stadt streng. Die Bieler Architekten jammern jedenfalls deswegen. Wie ich bereits erwähnte, sind die Honorarkosten in der Zwischenzeit so hoch, dass sie eigentlich hätten ausgeschrieben werden sollen. Da aber anfangs von einem tieferen Betrag ausgegangen wurde und der Projektumfang zunahm, verlief die Vergabe trotzdem korrekt.

Es wurde auch die Frage gestellt, welche Subventionen erwartet werden dürfen. Der Abteilungsleiter Hochbau hat mir mittels sms mitgeteilt, dass dieser Betrag relativ unbedeutend sein wird, es also nur um einige CHF 1'000.- gehen wird.

Damit dürften alle gestellten Fragen beantwortet sein. Für detailliertere Auskünfte lege ich dem Stadtrat den Kostenvoranschlag nahe. Die Frage von Herrn Freuler nach dem Detaillierungsgrad der Baukosten im Bericht an den Stadtrat ist berechtigt. Natürlich könnten detailliertere Zahlen geliefert werden, es kann aber sein, dass dadurch die Diskussion im Stadtrat einfach länger dauert. Meiner Meinung nach ist die GPK für eine detaillierte Vorprüfung zuständig, im Stadtrat sollte nicht mehr über Details diskutiert werden.

Abschliessend möchte ich nochmals erwähnen, dass sich sowohl der Bau- als auch der Bildungs-, Sozial- und Kultur-Direktor während acht Jahren mit dieser KITA beschäftigten. Lange war unklar, ob und in welcher Form sie weitergeführt wird. Nun liegt ein gutes, vom Kanton genehmigtes Projekt vor, dass es erlaubt, in einem guten Quartier 100 KITA-Plätze anzubieten. Für mich bedeutet die Sanierung eine Quartieraufwertung. Ich bitte den Stadtrat, dem Projekt zuzustimmen. Die Abteilung Hochbau weiss, dass sie mit den gesprochenen Mitteln sorgfältig umgehen muss. Das Projekt ist nicht überrissen und die Vorlage beinhaltet bereits gewisse Sparanstrengungen. Der bauliche Unterhalt von 1% entspricht ferner der üblichen Bieler Praxis. Grundsätzlich sollte daran nichts geändert werden.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: J'aimerais tout d'abord exprimer ma gratitude à tous les acteurs et actrices, qui ont travaillé à la réalisation de ce projet. Je pense, en particulier, à la Direction des travaux publics, à Madame Petra Keller, Directrice de la Crèche de la rue de l'Avenir, qui transmettra mes remerciements à son personnel, à Madame Rahel Schweiter, Responsable du secteur 0-4 ans auprès du Département Écoles & Sport et à Monsieur Peter Walther, Directeur du département Écoles & Sport. Ces

personnes ont travaillé d'arrache pied avec Monsieur Jürg Saager, Responsable des constructions auprès de la Direction des travaux publics, pour trouver un concept d'utilisation qui tienne la route. Au cours de ces fameuses huit années de travail, les conditions cadres ont beaucoup changé, en particulier en matière d'École à journée continue. Un nouveau cadre légal a été mis en place et l'organisation du travail a, par conséquent, dû être adaptée. En effet, il y a huit ans, des classes gardiennes étaient encore logées dans ce bâtiment. Aujourd'hui, ces classes ont été déplacées ailleurs, ce qui fait que l'ensemble du bâtiment a désormais pour unique fonctionnalité, de servir à l'accueil des petits enfants, soit de crèche.

L'exploitation des crèches est gérée et pilotée par le Canton et c'est lui qui met, non seulement, des ressources financières à disposition, mais qui pose également un certain nombre de conditions cadres, par rapport à la question de la formation du personnel. C'est de la conviction de la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture (DFPC) de compter sur du personnel bien formé, pour s'occuper des enfants et si tel n'était pas le cas, la DFPC y serait tout de même contrainte par les directives cantonales en la matière. S'agissant de la phase de construction, tout sera mis en œuvre pour que les enfants subissent le moins de dérangements possibles et que les travailleurs actifs dans le bâtiment puissent réaliser leur travail, dans les meilleures conditions.

Ainsi, différentes mesures sont prévues, notamment le rallongement de la période de vacances de deux à cinq semaines et le déplacement d'une partie des enfants dans les autres crèches municipales, telles que la Crèche Bubenbergr, la Crèche de Mâche ainsi que dans d'autres petites crèches, de manière à ce que la capacité des autres crèches soit complètement utilisée. Les travaux dans les locaux de la rue de l'Avenir vont ainsi pouvoir être concentrés sur les locaux disponibles, de manière efficace et rapide. Il faudra, naturellement, décider quels enfants iront dans d'autres crèches et quels enfants resteront à la Crèche de la rue de l'Avenir. Cependant, aucune décision n'a encore été prise en la matière. En outre, la fluctuation annuelle d'environ 25% du nombre de places à repourvoir permettra de prendre les mesures nécessaires, à bon escient. Sachant que certains des enfants, qui sont actuellement à la Crèche de la rue de l'Avenir ne le seront plus l'année prochaine et par conséquent le nombre de places assignées à une autre institution variera.

Habegger Markus, SVP: Ich gehe davon aus, dass das Projekt schlussendlich massiv billiger wird. Der Wettbewerb im Baugewerbe ist momentan sehr hart. Leider sind einheimische Firmen oft teurer als andere. Gehe ich recht in der Annahme, dass die Arbeiten schlussendlich an den billigsten Anbieter vergeben werden? Diesfalls wird es wahrscheinlich keine Bieler Firma sein...

Ammann Olivier, au nom de la Commission de gestion: La Commission de gestion (CDG) reste sur sa faim suite aux réponses du Directeur de la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture. La CDG a déjà pu lire ces réponses dans le rapport du Conseil municipal sur la transformation et l'assainissement de la Crèche de la rue de l'Avenir à Bienne. La CDG aimerait savoir s'il y a déjà un dispositif, une politique d'information et d'autres éléments qui sont ou seront mis en place prochainement. En effet, après huit ans, il est temps de commencer à planifier sérieusement les mesures d'exploitation, dites provisoires. La CDG demande à ce que la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de

la culture lui livre plus détails en la matière. Si tel ne devait pas être le cas, la CDG restera malheureusement sur sa faim!

Freuler Fritz, Grüne: Wird Herr Klopfenstein seriös prüfen, ob in den Berichten zukünftig die dreistelligen BKP aufgeführt werden oder ist dazu ein Vorstoss nötig?

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Vorstösse hat es genügend, Herr Freuler. Deshalb wird die Baudirektion ihr Anliegen von sich aus prüfen. Natürlich ist es Ihnen freigestellt, trotzdem einen Vorstoss einzureichen. Herr Habegger, die Arbeiten werden gemäss üblichem Verfahren ausgeschrieben. Der Preis spielt eine wichtige Rolle, aber auch die Qualität und die für die Ausführung benötigte Zeit werden beurteilt. Mit der Aussage, das Projekt werde massiv billiger, wäre ich vorsichtig, schön wäre es aber. Die vorliegenden CHF 4,3 Mio. müssen nicht ausgeschöpft werden. Vielleicht gibt es tatsächlich Unternehmungen, die billiger anbieten können als dies der Kostenvoranschlag vorsieht. Die Qualität ist aber auch wichtig. In der Regel bleiben 70-80% der Vergabungen in Biel und der Region. Die Stadt arbeitet sicher nicht mit ausländischen Unternehmen. Natürlich wäre es schön, wenn das Projekt billiger würde, ich kann es aber nicht garantieren, möglich ist es aber.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Naturellement, les choses sont plus avancées de ce que j'ai dit tout à l'heure. Je vous indique simplement, quelles sont les lignes directrices. La ligne directrice principale est: la garde des enfants doit être le moins perturbée possible par ces travaux. À cet effet, des mesures doivent être prises, notamment le déplacement de certains enfants vers d'autres crèches de la Ville de Bienne. Les acteurs et actrices du domaine opérationnel, que j'ai salué(e)s tout à l'heure, sont responsables de ces mesures et vont faire le nécessaire, pour qu'effectivement, ces travaux soient réalisés dans les meilleures conditions.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Pour des raisons de compétence financière, ce crédit d'engagement est soumis au référendum facultatif.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 16 décembre 2011 concernant « Transformation et assainissement de la Crèche de la rue de l'Avenir, Bienne / Crédit d'engagement », et s'appuyant sur l'art. 39, al.1, let. a du Règlement de la ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**, sous réserve du référendum facultatif:

1. Le projet de transformation et d'assainissement de la Crèche de la rue de l'Avenir est approuvé et un crédit d'engagement de 4'300'000 fr. (no de compte 54000.0224) est octroyé à cet effet.
2. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement est d'ores et déjà approuvé.

3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est expressément autorisé à procéder aux modifications de projet qui s'imposeraient ou s'avéreraient nécessaires, dans la mesure où elles ne changent pas de manière notable le caractère de l'ensemble. Il peut déléguer cette compétence à la direction responsable du projet.

22. 20110015 Motions et postulats adoptés / Délai de 2 ans / Demandes visant à radier du rôle ou à prolonger le délai de réalisation au sens des art. 42 et 43 du Règlement du Conseil de ville:

Mairie

1. Postulat 20030660 Martin Wiederkehr / À radier du rôle
2. Postulat 20050208 Alain Nicati / À radier du rôle
3. Postulat 20060322 Barbara Schwickert, Daphné Rüfenacht / Prolongation de délai
4. Postulat urgent 20080199 Barbara Schwickert / À radier du rôle
5. Postulat 20090140 Muriel Beck Kadima / À radier du rôle
6. Postulat 20090318 Michèle Morier-Genoud / À radier du rôle

Wiederkehr Martin, SP: Ich danke dem Gemeinderat für seine Antwort zu meinem Postulat 20030660. Mit der Abschreibung bin ich einverstanden, denn ich forderte ja die Überprüfung von Massnahmen zur Attraktivierung der Innenstadt und nicht die Umsetzung meiner Vorschläge. Was heute gemacht wird, ist sehr gut. Besten Dank!

Pichard Alain, GLP: Ich möchte mich zum dringlichen Postulat 20080199 von Frau Schwickert äussern, welches eine kulturelle Nutzung des Stadtratssaals fordert. Als das Postulat überwiesen wurde, war ich noch nicht im Stadtrat. Von der Begründung für die Abschreibung bin ich aber enttäuscht. Heute hatte ich ein Gespräch mit Herrn Greder vom Verein Bieler Burgkonzerte. Der Verein wird sich neu konstituieren und er plant Grosses, nämlich eine Neuauflage der sonntäglichen Burgkonzerte. Daran wären auch der Altstadtleist und die umliegenden Restaurants sehr interessiert. Aufgrund des Leistungsvertrages mit Theater Orchester Biel Solothurn (TOBS) käme auch das Sinfonieorchester Biel zu neuen Auftritten. Auch Alt-Bundesrat Samuel Schmid gehört dem Verein Bieler Burgkonzerte an. Er stellte bereits Jazz-Matinee in Aussicht. Es werden also nicht nur Kammerorchester auftreten. Vor diesem Hintergrund kann ich einfach nicht verstehen, dass ein Saal dieser Qualität nur an 14 bis 15 Abenden pro Jahr genutzt werden soll! Ich verstehe auch nicht, dass mit zusätzlichen Reinigungskosten, eventuellen Mobiliarschäden und einer seltsamen Studie einer Grolimund AG, welche die Akustik in Frage stellt, argumentiert wird. Alle Musiker, die bereits in diesem Saal auftraten, sowie der Verein Bieler Burgkonzerte sagen, der Saal spiele eine zentrale Rolle in ihrem Konzept. Deshalb sehe ich absoluten Handlungsbedarf. Ich sprach mich mit der Fraktion Grüne ab. Wahrscheinlich muss die Abschreibung akzeptiert werden. Im Postulat wurde eine Untersuchung gefordert, diese ist erfolgt. Aber die Schlussfolgerungen kann ich nicht nachvollziehen. Wahrscheinlich ist eine neue und verbindlichere Eingabe notwendig,

denn der Verein Bieler Burgkonzerte möchte ab nächstem Oktober wieder Konzerte durchführen. Das wäre eine gute Sache und eine Lösung kann gefunden werden. Ich werde daher nochmals einen Vorstoss einreichen und hoffe auf breite Unterstützung.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Besten Dank Herr Wiederkehr für die anerkennenden Worte. Diese tun den an den Projekten Beteiligten gut. Der Hauslieferdienst ist sicher im Interesse der Stadt, der Kundschaft und der Gewerbetreibenden. Er dürfte durchaus noch ausgebaut werden.

Zur Frage des Stadtratssaals habe ich zuerst einen formellen Hinweis. Der Stadtratssaal ist seit rund einem Jahr in der alleinigen Verantwortung des Stadtrats selbst. Früher kam es immer wieder zu Kompetenzstreitigkeiten, da das Gebäude als Ganzes von der Verwaltung genutzt wurde. Seit dem Umbau und dem Einzug der HKB werden nur noch Stadtrats- und alter Gemeinderatssaal von der Stadt genutzt. Der Rest ist an den Kanton vermietet. Die beiden Säle werden seither primär vom Stadtrat genutzt. Deshalb entschied der Gemeinderat, dass sich der Stadtrat auch darum kümmern soll. Das Stadtratsbüro wird sich im Falle eines weiteren Vorstosses erneut mit dieser Frage auseinandersetzen müssen. Trotzdem möchte ich aus Sicht des Gemeinderats zwei Hinweise anbringen: Die HKB zog neu in dieses Gebäude ein. Sie signalisierte, dass sie sich vorerst an die neue Situation gewöhnen und sich der tägliche Betrieb einspielen müsse. Ich gehe davon aus, dass mindestens ein Jahr vergehen wird, bevor Diskussionen über eine allfällige Drittnutzung des Stadtratssaals überhaupt Sinn machen. Es stimmt, dass der Stadtratssaal sehr schön ist. Er ist bald 30 Jahre alt und hat in dieser Zeit meines Erachtens nur wenig gelitten. Aber das Mobiliar ist in der Tat nicht unbedingt geeignet für eine multifunktionale Nutzung. Diese Frage müsste sicher geklärt werden, wenn der Saal auch anderweitig genutzt werden soll. Ein Ersatz des Mobiliars würde aber einerseits die Erscheinung des Raums erheblich verändern und zudem hohe Kosten auslösen. Der Stadtrat wird sicher bei anderer Gelegenheit wieder über die Finanzen sprechen und dabei Prioritäten setzen müssen. Ich denke, eine häufigere Nutzung des Stadtratssaals auch durch Dritte wäre unter bestimmten Voraussetzungen durchaus wünschenswert. Die Frage ist aber, welche finanziellen Mittel die Stadt zum jetzigen Zeitpunkt dafür aufwenden kann. Wie gesagt, sind die Möglichkeiten für eine multifunktionale Nutzung des Saals mit dem jetzigen Mobiliar effektiv beschränkt. Die Tische sind sehr solide und können nicht einfach zusammengeklappt werden. Das wäre für eine multifunktionale Nutzung aber sicher Voraussetzung. Das Thema wird sicher wieder aufgenommen. Herr Pichard sagte selber, dass die Abschreibung aus heutiger Sicht wahrscheinlich richtig ist. Das Anliegen wurde geprüft. Ein allfälliger neuer Vorstoss wäre durch das Stadtratsbüro zu beantworten.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 16 décembre 2011, concernant «Motions et postulats adoptés / Délai de deux ans (Mairie)», et s'appuyant sur les art. 42 et 43 du Règlement du Conseil de ville (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le postulat 20030660, Martin Wiederkehr, Groupe socialiste, «Stationner, faire ses achats et se détendre au centre-ville» est radié du rôle comme étant réalisé.

2. Le postulat 20050208, Alain Nicati, Forum Biel/Bienne, «Rapprochement des structures de Bienne et de Nidau» est radié du rôle comme étant réalisé.
3. Le délai de réalisation du postulat 20060322, Barbara Schwickert / Daphné Rüfenacht, Groupe Verts Bienne, «Collaboration avec Mobility» est prolongé jusqu'en février 2013.
4. Le postulat urgent 20080199, Barbara Schwickert, Verts Bienne, «Bourg: utilisation culturelle de la salle du Conseil de ville» est radié du rôle comme étant réalisé.
5. Le postulat 20090140, Muriel Beck Kadima, Verts Bienne, «Sondage d'opinions auprès de la population» est radié du rôle comme étant réalisé.
6. La motion 20090318, Michèle Morier-Genoud, Groupe socialiste, «La Ville de Bienne fait un pas de plus vers l'égalité hommes-femmes» est radiée du rôle comme étant réalisée.

Direction des finances

1. Postulat 20060469 Stefan Kaufmann / À radier du rôle
2. Postulat urgent 20080073 Heidi Stöckli Schwarzen / Prolongation de délai
3. Postulat 20090139 Muriel Beck Kadima / Prolongation de délai
4. Postulat 20090432 Pablo Donzé / Prolongation de délai
5. Postulat 20100038 Sabine Kronenberg / Prolongation de délai
6. Postulat 20060528 Peter Moser / Prolongation de délai
7. Motion 20080226 Teres Liechti Gertsch / Prolongation de délai
8. Postulat 20090340 Alain Nicati / Prolongation de délai
9. Postulat 20090427 Niklaus Baltzer / À radier du rôle
10. Motion urgente 20100075 CDG / À radier du rôle

Nicati Alain, au nom du Groupe Forum: J'aimerais intervenir sur le postulat 20090340, Alain Nicati, Groupe Forum Biel/Bienne "Planification financière approfondie des années 2011 et 2012". Le Conseil municipal propose de prolonger ce postulat, mais ce n'est pas la bonne réponse. Ce postulat a été pensé, à l'époque, afin d'être prêt à temps pour le budget 2011 (puis ensuite 2012). En effet, lorsqu'en octobre le Conseil de ville étudie la planification des investissements, il n'arrive toujours pas à se faire une idée de la situation. Un tel objectif demande du temps et ne peut être réalisé convenablement dans la courte période séparant l'examen des comptes de l'examen du prochain budget. Premièrement, la situation ne s'est toujours pas améliorée et deuxièmement, le Conseil de ville est revenu sur cette question les années suivantes. Si au moment de la planification des investissements, le Conseil de ville doit se prononcer, il ne peut discuter que sur les priorités 3, car ce sont les seules priorités qui peuvent être modifiées. Les objets de peu d'importance sont mélangés avec d'autres objets plus importants. Aussi longtemps que ces objets sont présentés en vrac, le Conseil de ville ne peut se faire une idée claire des intentions du Conseil municipal. Je suis prêt à radier du rôle ce postulat, mais j'espère que dans la prochaine planification, le Conseil municipal soumettra au Conseil de ville une liste des investissements, dont les priorités 3 auront été mises dans un ordre, qui permette au Conseil de ville de se faire une idée des montants budgétaires réalistes et des incertitudes.

Baltzer Niklaus, SP: Ich möchte kurz etwas zu meinem Postulat 20090427 sagen. Darin geht es um nachhaltige Beschaffung. Ich möchte dem Gemeinderat danken, dass er sich dieses Themas angenommen und Empfehlungen erlassen hat. Diese erhielt ich auf Nachfrage, dem Stadtrat liegen sie aber nicht vor. Ich möchte nicht alles vorlesen, aber drei Punkte scheinen mir speziell wichtig. Ich zitiere:

"Es könnte beispielsweise verlangt werden, dass wenn möglich

1. geeignete Schutzmassnahmen der Gewässer, des Bodens und der Luft ergriffen werden.

(...)

7. die soziale Verantwortung der Firmen sichergestellt ist.

(...)

12. Innovationspotenzial nachhaltigkeitsrelevanter Projektansätze einbezogen wird."

Insgesamt werden 13 Punkte aufgeführt, um den Nachhaltigkeitsgrundsätzen Rechnung zu tragen. Ich danke dem Gemeinderat für seine Bemühungen und bitte ihn, seine Empfehlungen auch anzuwenden. Im Eingangssatz steht: *"Es könnte beispielsweise verlangt werden, dass wenn möglich..."*. Ich hoffe, dass der Gemeinderat die Nachhaltigkeit ernst nimmt. In einer Zeit, in welcher die Finanzen nicht im Überfluss fließen ist nachhaltiges Verhalten meiner Ansicht nach besonders wichtig.

Kaufmann Stefan, FDP: Ich möchte mich zu meinem Postulat 20060469 äussern. Darin geht es unter anderem um die Nutzung des Expogeländes. Ich teile die Meinung, dass diesbezüglich mit der Planung AGGLOlac etwas in Gang kam. Andererseits geht es im Postulat auch um die Verkehrssituation am Flösserweg. Dort hat sich nicht viel geändert. Trotzdem bin ich damit einverstanden, das Postulat als erfüllt abzuschreiben. Ich finde, dass in diesem Gebiet nicht mehr viel Geld ausgegeben werden sollte, da ja jetzt Verbesserungen angegangen werden. Mit dem Verfasser oder der Verfasserin der Antwort möchte ich aber gerne einmal in der Lagolodge sitzen und über die Attraktivität des neuen Holzsauns philosophieren...

Fehr Erich, Finanzdirektor: Herr Nicati, selbstverständlich ist auch der Gemeinderat daran interessiert, die Investitions- und Finanzplanung so gut als möglich zu machen. Diese ist aber ständig im Fluss. Frau Fendt, die frühere Expodirektorin, sprach von "Work in progress". Genau so kommt mir auch die Investitions- und Finanzplanung vor. Sie ist permanent in Bewegung und gerade in Zeiten, welche zusätzliche Massnahmen und Diskussionsrunden im Gemeinderat und in der Verwaltung nötig machen, können keine genaueren Zahlen geliefert werden. Herr Nicati wünschte, dass in der Kategorie 3 Ordnung geschaffen wird und wichtigere von weniger wichtigen Projekten unterschieden werden. Genau dies wird der Gemeinderat nie tun können. Wenn der Gemeinderat ein Bauprojekt als wichtig klassiert, schreit die Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektion sofort auf und argumentiert, ein Kulturprojekt sei wichtiger. Genau deshalb sieht der Gemeinderat von derartigen Priorisierungen ab. Die Projektkategorien 1 und 2 werden ausgeführt. Die Kategorie 3 soll aber ganz klar nur soviel Projekte enthalten, die im Rahmen der Abschreibungen und der Kapitalfolgekosten auch umsetzbar sind. Eine Priorisierung innerhalb der Kategorie 3 käme einer Rangliste von 1 bis 395 gleich. Genau das ist nicht die Idee. Alle Projekte der Kategorie 3 können nach Ansicht des Gemeinderats innerhalb des Betrachtungszeitraums realisiert werden. Dass es rückblickend zum Teil wieder anders ist, kommt daher, dass bei einigen Projekten Einsprachen erhoben werden,

bei anderen irgendwelche Beiträge fehlen und ähnliches. Der Gemeinderat käme mit der Investitions- und Finanzplanung gerne früher in den Stadtrat. Im Moment, wo es um Einsparungen geht, ist das aber einfach nicht möglich. Selbstverständlich nehme ich den Vorschlag von Herrn Nicati, den Vorstoss abzuschreiben, aber gerne entgegen. Ich versichere dem Stadtrat, dass der Gemeinderat alles daran setzt, möglichst genaue Zahlen zu erhalten. Finanzplanung wird aber nie eine exakte Wissenschaft sein.

Herr Baltzer, selbstverständlich sind die Empfehlungen betreffend nachhaltiger Beschaffung ernst gemeint! Eigentlich bin ich fast etwas beleidigt darüber, dass Sie dies in Frage stellen. Wenn steht "könnte", muss dies in den Zusammenhang gestellt werden. Die Ausschreibung stammt ursprünglich aus der Baubranche. Im Rahmen der heutigen Submissionsvorschriften werden aber auch viele andere Produkte und Dienstleistungen der öffentlichen Hand ausgeschrieben. Die Submission kann beispielsweise Kriterien zur Herkunft der Pflastersteine enthalten. Deshalb ist mit "könnte" gemeint, dass nachhaltige Kriterien immer zu berücksichtigen sind. Im Einzelfall finden aber nur diejenigen Empfehlungen Verwendung, die für das in Frage stehende Projekt relevant sind. Beispielsweise ist bei hochspezialisierten Dienstleistungen Kinderarbeit kein Thema. Deshalb wurden die Empfehlungen so formuliert. Der Gemeinderat verabschiedete aber diese Grundsätze und wird sie anwenden.

Herr Kaufmann, ihr Gesprächspartner bin ich, denn ich trage die Verantwortung für diese Beantwortung. Wie bei allen meinen Geschäften arbeitete ich aktiv daran mit. Ich bin der Meinung, dass eindeutig eine Verbesserung erzielt wurde. Als Sie den Vorstoss einreichten, standen noch die mobilen Notzäune der Expo, die immer wieder umgeworfen wurden und tatsächlich an eine Baustelle erinnerten. Seither wurde das Strandbad - nicht zur Freude aller zwar - mit einem definitiven und nach allen Regeln der Kunst erstellten Zaun eingezäunt. Damit erfolgt eine klare Abtrennung der Nutzfläche. Im hinteren Teil des Geländes stehen jetzt keine hohen Zäune mehr, sondern niedere Holzbalken. Vielleicht sind sie nicht wahnsinnig schön, aber immerhin sind sie auf Knie- und nicht mehr über Kopfhöhe. Ich finde das bereits eine massive Verbesserung. Wie Herr Kaufmann selber sagte, möchte der Gemeinderat möglichst rasch das Projekt AGGLOlac realisieren. Deshalb möchte er auch nicht mehr allzuviel Geld in dieses Gelände stecken. Zudem musste eine Lösung gefunden werden, welche einerseits aus Kostensicht vertretbar ist und andererseits mehrere Nutzungen zulässt. Ich denke, im Moment ist diese Lösung das Optimum. Zugegeben, bei meinem eigenen Garten möchte ich diese Holzzäune auch nicht, aber mein Garten wird ja auch anders genutzt...

Votes

- sur la proposition de Monsieur Alain Nicati, de radier du rôle le point 8

(Remarque du Secrétariat parlementaire: le postulat urgent 20090340 a déjà été radié du rôle comme étant réalisé lors de la séance du Conseil de ville du 23 juin 2010 - Stratégie financière 20090400.)

La proposition est acceptée.

- sur le projet d'arrêté, y compris l'amendement adopté

Vu le rapport du Conseil municipal du 16 décembre 2011, concernant «Prolongation de délai ou radiation du rôle de motions et postulats adoptés, mais non réalisés dans le délai de 2 ans du domaine de compétences de la Direction des finances», et s'appuyant sur les art. 2, al. 2, et 43, al. 1, du Règlement du Conseil de ville (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête** :

1. Le postulat 20060469 Stefan Kaufmann, Forum Biel/Bienne, «Desserte du site de l'Expo.02 et de la plage» est radié du rôle comme étant réalisé.
2. Le délai de réalisation du postulat urgent 20080073, Heidi Stöckli Schwarzen, SP, «Recherche de solution pour l'aire Gassmann» est prolongé jusqu'à fin août 2014.
3. Le délai de réalisation du postulat 20090139, Muriel Beck Kadima, Verts Bienne, «Emplacements pour les gens du voyage à Bienne et dans la région» est prolongé jusqu'à fin février 2014.
4. Le délai de réalisation du postulat 20090432, Pablo Donzé, Groupe Verts Bienne, «Espace public au lieu d'un stand de tir vétuste à la rue du Stand» est prolongé jusqu'à fin août 2013.
5. Le délai de réalisation du postulat 20100038, Sabine Kronenberg, PVL, «Clarté des comptes et du budget de la Ville de Bienne» est prolongé jusqu'à fin août 2014.
6. Le délai de réalisation du postulat 20060528, Peter Moser FDP «Négociations avec les CFF pour l'achat des aires de la Gare des marchandises et de la Gare de triage» est prolongé jusqu'à fin février 2014.
7. Le délai de réalisation de la motion 20080226, Teres Liechti Gertsch et Groupe socialiste, «Foyer attrayant et fonctionnel pour le Théâtre municipal» est prolongé jusqu'à fin février 2014.
8. Le postulat 20090340, Alain Nicati, Groupe Forum Biel/Bienne, «Planification financière approfondie des années 2011 et 2012» **est radié du rôle comme étant réalisé.**
9. Le postulat 20090427, Niklaus Baltzer, Groupe socialiste, «Acquisitions durables» est radié du rôle comme réalisé.
10. La motion urgente 20100075, CDG, «Solution intérimaire convenable en matière de personnel pour les affaires ordinaires du Département des immeubles» est radiée du rôle comme étant réalisée.

Direction de la sécurité

1. Postulat 20060470 Niklaus Baltzer / À radier du rôle
2. Postulat 20070269 Silke Rindlisbacher Niklaus / Prolongation de délai
3. Motion interpartis 20070271 Daphné Rüfenacht, Peter Isler, Peter Moser / Prolongation de délai
4. Intervention 20080163 Peter Moser / Prolongation de délai
5. Intervention 20080263 Peter Moser / Prolongation de délai
6. Postulat interpartis 20080269 Daphné Rüfenacht, Peter Isler, Peter Moser / À radier du rôle
7. Postulat 20080298 Patrick Calegari, Pascal Fischer / Prolongation de délai

8. Intervention 20090260 Werner Hadorn / À radier du rôle
9. Postulat interpartis 20100036 Daphné Rüfenacht, Peter Isler Peter Moser, À radier du rôle
10. Intervention 20100037 Émilie Moeschler / À radier du rôle

Rüfenacht Daphné, Grüne: Ich spreche zum überparteilichen Postulat 20080269, Ökostrom im Standard-Strom-Mix. Seit diesem Jahr bietet der ESB das Produkt "Standard" mit 100% Strom aus erneuerbaren Energien an. Zudem beabsichtigt er, gemäss Antwort auf das Postulat, das Produkt "Standard" zu einem späteren Zeitpunkt als Basisprodukt für alle KundInnen zu definieren. Die drei UrheberInnen des Postulats sind mit der Abschreibung desselben einverstanden. Sie wünschen aber, dass ihr Prüfauftrag bereits 2013 umgesetzt wird. Deshalb reichen sie heute Abend eine Motion ein mit der Forderung, das Produkt "Standard" bereits ab 2013 als Basisprodukt anzubieten.

Hadorn Werner, SP: Ich spreche zu meinem Vorstoss 20090260, Abgeltung der Polizeikosten bei Heimspielen des EHC Biel. Ich bin damit einverstanden, den Vorstoss als erfüllt abzuschreiben, obschon die Arbeiten dazu noch laufen. Der Vorstoss ist aktueller denn je, einerseits wegen der Beschlüsse der Justiz- und Polizeidirektorenkonferenz und andererseits wegen der Beschlüsse des Grossen Rates von letzter Woche. Zu meinem Postulat möchte ich aber noch zusätzliche Auskünfte:

1. Was passiert mit dem Geld, welches der EHC und der FC Biel der Stadt abliefern müssen? In der Begründung steht, es werde für die Umsetzung des städtischen Sicherheitskonzepts der Stadt verwendet. Mir ist nicht klar, wohin das Geld fliesst und wofür es wirklich ausgegeben wird. Im Grunde handelt es sich ja um eine Aufgabe des Kantons, dennoch fällt das Geld der Stadt Biel zu. Gleichzeitig muss die Stadt den Kanton zusätzlich entschädigen, wenn mehr Polizeikräfte benötigt werden als vertraglich vorgesehen.
2. Es gibt zwei Verträge über die pauschalen Abgeltungen, einen mit dem EHC Biel über CHF 30'000.- und einen mit dem FC Biel über CHF 3'000.-. Ich habe gehört, dass die Höhe dieser Beträge schon wieder diskutiert wird und frage mich, ob es nicht besser wäre, im Vertrag prozentuale Abgeltungen vorzusehen. Solche würden auch dem Verursacherprinzip besser gerecht. Die Clubs müssten einen bestimmten Prozentsatz der anfallenden Kosten übernehmen. Dies erhöhte zudem den Druck auf die Clubs, die Polizeieinsätze möglichst zu minimieren.
3. Wie sieht das weitere Vorgehen aus? Offenbar scheinen seit der Beantwortung schon wieder Änderungen anzustehen...

Ich bin froh, wenn diese Fragen noch beantwortet werden. Mit der Abschreibung des Postulats bin ich aber, wie gesagt, einverstanden.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Herr Hadorn hat natürlich Recht, wenn er sagt, bei diesem Thema sei alles noch im Fluss. Mit den erwähnten Beschlüssen kam wieder etwas Bewegung in die Sache. Es stimmt, dass die CHF 33'000.-, welche EHC und FC Biel der Stadt abliefern sollen, in die Spezialfinanzierung zur Umsetzung des Sicherheitskonzeptes (SGR 552.19) fliessen. Über deren Verwendung kann der Gemeinderat entscheiden. Letztes Jahr floss das Geld vor allem in die Fanarbeit. Der Gemeinderat findet diese Fanarbeit sehr sinnvoll und zahlt auch einen kleinen Beitrag an die Vereine. Übrigens machten auch andere Städte positive Erfahrungen mit Fanarbeit. Letztes Jahr ging zudem ein Beitrag an das Projekt "StattGewalt". Dieses

Projekt sieht beispielsweise Stadtrundgänge zur Förderung der Zivilcourage vor. Nächstes Jahr kann das Geld aber wieder anders eingesetzt werden. Die Fanarbeit wird aber sicher weiterhin unterstützt.

Biel kauft pro Jahr fast 100'000 Arbeitsstunden bei der Kantonspolizei ein. Die rund um Sportveranstaltungen aufgewendeten Stunden sind momentan darin inbegriffen. Das kann sich aber ändern. Der Grosse Rat hat entgegen dem Antrag des Regierungsrates beschlossen, dass diese Stunden künftig nicht mehr im Ressourcenvertrag geregelt werden, sondern in einem separaten Vertrag. Es wird sich zeigen, was das für Biel bedeutet. Der Gemeinderat geht aber nicht davon aus, dass diese Änderungen schnell in Kraft treten, denn der bestehende Vertrag kann immer nur auf Ende Jahr und zudem mit einer Kündigungsfrist von zwei Jahren gekündigt werden. Eine neue Stundenabgeltung könnte also frühestens 2015 in Kraft treten. Es gilt ausserdem, abzuwarten, wie der Regierungsrat diesen Beschluss konkret ausformulieren wird.

Die Höhe der Beiträge, welche die Sportclubs der Stadt zahlen müssen, wird momentan nicht diskutiert. Die Städte Biel, Bern, Thun, Langnau und Langenthal bilden aber eine Gruppe, in welcher dieses Thema diskutiert wird. Jede dieser fünf Städte hat Verträge mit ihren jeweiligen Sportclubs, aber alle sind anders ausgestaltet. Bern schloss als erste Stadt einen solchen Vertrag ab, Biel als zweite. Die anderen drei Städte zogen 2011 nach. Der Vertrag der Stadt Biel richtete sich stark nach demjenigen von Bern. Das Rad sollte nicht völlig neu erfunden werden. Nicht zuletzt sollten so auch grosse Ungerechtigkeiten zwischen den Clubs vermieden werden. Während der Diskussionen in der erwähnten Städtegruppe kam der Gedanke auf, vielleicht ein anderes Modell anzuwenden. Für die Abgeltung beispielsweise einen Betrag pro verkauftes Ticket zu verlangen. Ebenfalls diskutiert wurde, ob Clubs belohnt werden sollen, sofern sie aktiv mitarbeiten und selber in die Sicherheit investieren. In Biel ist das der Fall. Solche Anpassungen würden aber keinesfalls kurzfristig erfolgen und die neuen Regelungen sollten kantonsweit ähnlich ausgestaltet werden. Ich bin der Meinung, dass das Sinn macht. Im Weiteren beschloss der Grosse Rat den Gemeinden die Möglichkeit einzuräumen, Spielbewilligungen zu erteilen. Damit werden auch Auflagen im Interesse einer verbesserten Sicherheit möglich. Biel vertrat die Ansicht, diese Kompetenz besser einem kantonalen Gremium, beispielsweise dem Regierungstatthalter einzuräumen. Es wird sich zeigen, welche Variante der Regierungsrat berücksichtigt. Die Bewilligungspflicht ist aber sicher ein weiteres Element, das auf Städte und Clubs zukommt.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 16 décembre 2011 concernant la «Prolongation de délai ou la radiation du rôle des motions et postulats adoptés, mais non encore réalisés dans le délai de deux ans, relevant du domaine de compétence de la Direction de la sécurité» et s'appuyant sur les articles 42, al. 2 et 43, al. 1 du Règlement du Conseil de ville de Bienne (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le postulat 20060470, Niklaus Baltzer, Groupe socialiste, «ESB: bilan du succès des nouvelles structures et subordination» est radié du rôle comme étant réalisé.

2. Une prolongation de délai jusqu'en février 2014 est accordée pour la réalisation du postulat 20070269 Silke Rindlisbacher, PSL, «Déplacement du marché aux oignons à la Vieille Ville».
3. Pour la motion 20070271, Daphné Rüfenacht, Verts Bienne, Peter Isler, SP, Peter Moser, FDP, «Stratégie énergétique de la Ville de Bienne», une prolongation de délai est accordée jusqu'en février 2014.
4. Pour l'intervention 20080163, Peter Moser, FDP, «Approvisionnement énergétique innovateur pour l'extension du Swatch Group dans le pôle de développement Gurzelen - Omega - Gygax une prolongation de délai est accordée jusqu'en février 2013.
5. Pour la motion 20080263, Peter Moser, FDP, «Concept d'utilisation de caméras vidéo », une prolongation de délai est accordée jusqu'en février 2013.
6. Le postulat 20080269 Daphné Rüfenacht, Verts Bienne, Peter Isler, SP, Peter Moser, FDP, «Courant écologique dans le mélange d'électricité standard» est radié du rôle comme étant réalisé.
7. Pour la réalisation du postulat 20080298, Patrick Calegari, UDC, Pascal Fischer, PSL, « Modification des horaires autorisés le samedi pour les travaux agricoles et de jardinage une prolongation de délai est accordée jusqu'en février 2013.
8. L'intervention 20090260, Werner Hadorn, Groupe socialiste, «Indemnisation des frais de police lors des matches à domicile du HC Bienne» est radiée du rôle comme étant réalisée.
9. Le postulat 20100036, Daphné Rüfenacht, Verts Bienne, Peter Isler, SP, Peter Moser, FDP, «Clarification des possibilités de géothermie profonde à Bienne» est radié du rôle comme étant réalisé.
10. L'intervention 20100037 Émilie Moeschler, Groupe socialiste, «Pour des agent-e-s de circulation employé-e-s par la Ville» est radiée du rôle comme étant réalisée.

23. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20120061, Béatrice Sermet-Nicolet, Groupe PSR, "Déploiement d'un réseau à fibre optique en Ville de Bienne"

Sermet-Nicolet Béatrice, PSR: L'entreprise Swisscom construit actuellement un réseau à fibre optique en Ville de Bienne. De son côté, ESB exploite déjà un réseau à fibre optique pour ses propres besoins. Par cette interpellation, je demande au Conseil municipal, quelle est sa politique, afin d'avoir un certain regard, voire même un certain contrôle sur le réseau à fibre optique de la Ville de Bienne. Les villes d'Yverdon, Saint-Gall et Lausanne disposent d'un réseau à fibre optique, en partenariat avec une grande entreprise suisse. Quelle est la politique du Conseil municipal dans ce domaine, afin que ce réseau d'avenir ne tombe pas uniquement dans des mains privées? Swisscom construit actuellement ce réseau, d'où l'urgence de cette interpellation.

L'urgence est accordée.

24. Motivation de l'urgence de la motion 20120062, Alain Nicati, Groupe Forum, "Stades en développement"

Nicati Alain, PRR: Il semble que ce ne soit pas possible de démarrer rapidement la construction des nouveaux stades, car certains problèmes persistent. Or, il ne faut pas tarder avec la construction de ces stades, car les stades actuels ne seront bientôt plus utilisables. Ces stades fonctionneront tout au plus pendant une année, voire deux, mais certainement pas au-delà, d'où l'urgence de cette motion, qui demande au Conseil municipal de prendre des mesures, pour éviter toute interruption d'exploitation des stades de la Ville de Bienne.

L'urgence est accordée.

Interruption de la séance: 19h30 - 20h40

22. 20110015 Motions et postulats adoptés / Délai de 2 ans / Demandes visant à radier du rôle ou à prolonger le délai de réalisation au sens des art. 42 et 43 du Règlement du Conseil de ville (suite):

Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture

1. Postulat 20030179 Martin Rüfenacht / À radier du rôle
2. Postulat 20060474 Heidi Stöckli Schwarzen / À radier du rôle
3. Postulat 20080168 Barbara Schwickert / À radier du rôle
4. Postulat 20080424 Arian Tonon / À radier du rôle
5. Intervention 20090343 Barbara Chevalier / À radier du rôle
6. Postulat interpartis 20090345 Martin Wiederkehr, Alain Pichard, Stefan Kaufmann, Claire Magnin / Prolongation de délai
7. Postulat 20090381 Claire Magnin / Prolongation de délai
8. Postulat urgent 20090426 Thomas Lachat / À radier du rôle
9. Postulat 20100035 Dana Augsburg Brom / Prolongation de délai

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Ich äussere mich zum Postulat 20030179, Martin Rüfenacht, Bieler Schulraumplanung. Der Gemeinderat beantragt, dieses als erfüllt abzuschreiben. Der Stadtrat diskutierte im letzten August über die Schulraumplanung. Eine Mehrheit war der Auffassung, dass die geltende Schulraumplanung den Anforderungen nicht genügt. Die Fraktion Forum möchte dieses Postulat deshalb nicht abschreiben und **beantragt eine erneute Fristverlängerung bis Februar 2013**. Damit erhielte die Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektion die Gelegenheit, die Schulraumplanung so zu gestalten, dass diese als Arbeitsinstrument genutzt werden kann. Herr Rüfenacht war mit der Begründung zur Abschreibung sehr unzufrieden. Die Fraktion Forum möchte eine Schulraumplanung, die diesen Namen verdient und bittet den Stadtrat, die beantragte Fristverlängerung zu unterstützen.

Stöckli Schwarzen Heidi, SP: Ich spreche zu meinem Postulat 20060474, Umfassende Schulraumplanung. Die Fraktion SP möchte dieses Postulat nicht

abschreiben. Die darin gestellte Forderung, ein externes Mandat für die Schulraumplanung zu vergeben oder interne Ressourcen dafür zu reservieren, wurde bis heute nicht geprüft. **Die Fraktion SP beantragt deshalb eine Fristverlängerung bis Februar 2013.**

Pichard Alain, GLP: Mein Votum betrifft das überparteiliche Postulat 20090345, Martin Wiederkehr, SP, Alain Pichard, GLP, Stefan Kaufmann; Forum, Claire Magnin, Grüne, Bieler Oberstufenmodell. In den letzten drei Jahren kam es nicht häufig vor, dass ich die Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektion lobte. Heute mache ich es. Die Diskussion über das Oberstufenmodell kam in Biel in Gang. Ich bin Martin Wiederkehr dankbar, dass er mir damals riet, nicht eine Motion einzureichen. Eine solche hätte präjudizierende Wirkung und heute müsste ich gegen meine eigene Motion sprechen. In der Zwischenzeit habe ich nämlich realisiert, dass zu diesem Thema kein Masterplan erstellt werden kann, denn Integration muss praktisch gelöst werden. Schulen sollen vor Ort entscheiden können, was für sie am besten ist. Ich glaube deshalb, dass Biel auch in einem Jahr kein einheitliches Oberstufenmodell haben wird.

Die Abteilung Schule und Sport sagt mit Recht, dass bezüglich der Organisation der Oberstufe Verschiedenes am Laufen ist. Im Bericht werden das neunte Schuljahr sowie verschiedene Integrationsformen erwähnt. Das Oberstufenzentrum Rittermatte machte zum Beispiel einen interessanten Integrationsvorschlag. Dort wurden alle verfügbaren Ressourcen wie Stützunterricht oder Zusatzlektionen ausschliesslich für zwei Klassen verwendet. Dieser Versuch musste aber abgebrochen werden, weil die übrige Lehrerschaft nicht bereit war, unter so schwierigen Verhältnissen Mehraufwand zu leisten. Das finde ich schade, es entspricht aber der Bieler Realität. Das Oberstufenzentrum Mett-Bözingen wiederum krepelte das neunte Schuljahr vollkommen um und fand sehr interessante Modelle. So gibt es an dieser Schule nun für das neunte Schuljahr eine Sekundar-, eine Real- und eine gemischte Klasse.

Ich habe nun noch eine Frage an den Schuldirektor: werden die Bieler Schulen weiterhin die Kompetenz haben, vor Ort Anpassungen vorzunehmen? Aktuell ist zwar ein Oberstufenmodell vorgesehen, Abweichungen sind aber möglich. Damit könnten die Schulen entsprechend ihren Bedürfnissen die richtige Lösung finden.

Nun noch ein Vergleich: Heute unterrichte ich am Oberstufenzentrum Orpund. In meiner Klasse sind 24 Kinder, davon zwei Ausländer. In dieser Klasse sind GymnasiastInnen, Sekundar- und RealschülerInnen sowie sogenannte KleinklässlerInnen. Dieses sogenannte Modell 3b funktioniert seit 18 Jahren relativ gut. In meiner ehemaligen Bieler Klasse waren 22 SchülerInnen, davon 18 Kinder mit Migrationshintergrund und fünf KleinklassenschülerInnen. Ich wohne in Bözingen. Zu beiden Schulhäusern beträgt die Luftliniendistanz 3,2 km. Trotzdem sind die Voraussetzungen ganz andere. In Biel müssen deshalb andere Lösungen gefunden werden. Ich glaube, dass die Lehrerschaft eine möglichst grosse Autonomie benötigt. Ich bin sehr zufrieden damit, dass fast alle Fraktionen das vorliegende Postulat unterstützten. Es ist offensichtlich, dass die Bieler Oberstufe ein Problem hat. Ich bin überzeugt davon, dass die erwähnten Probleme mit Unterstützung der SP, GLP, Grünen und Forum sowie der Lehrerschaft bewältigt werden können. Die beantragte Fristverlängerung akzeptiere ich.

Magnin Claire, Les Verts: J'aimerais intervenir sur le postulat 20080424, Ariane Tonon, Groupe Les Verts "Suppression des classes d'accueil romandes". Ce postulat a été déposé en 2008 et a été prolongé en 2010. Or, depuis 2009, l'ancien système des classes d'accueil n'existe plus. Il est donc effectivement difficile, aujourd'hui, de faire une analyse de ce système. Je regrette cependant vivement, que depuis plus de quatre ans, rien n'ait été mis en œuvre, pour répondre à ce postulat. Il est en effet actuellement impossible, de faire une analyse et une évaluation de ce système, par rapport au système actuel. La question de l'intégration des enfants étrangers dans les différentes classes est une question fondamentale, à laquelle il faut répondre. À cet effet, je me permettrai de déposer une intervention sur l'évaluation du système actuel, afin d'examiner si le système actuel doit être modifié et quels sont les moyens à mettre en œuvre. J'accepte, au nom de Madame Tonon, que ce postulat soit radié du rôle, tout en étant insatisfaite de la réponse du Conseil municipal et de la manière dont ce postulat a été traité.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Je me souviens d'avoir participé à un débat très animé concernant la planification scolaire. Je garde ce débat en triste mémoire, d'autant plus que je n'ai pas compris les motifs de la colère de Monsieur Rüfenacht et de Madame Stöckli-Schwarzen. Bien que j'aie essayé par la suite d'en savoir plus, malheureusement, pour des raisons que je ne comprends pas non plus, le contact ne s'est pas produit et la compréhension mutuelle ne s'est pas améliorée. Par conséquent, la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture procédera, comme chaque année, à la mise à jour de la planification des locaux scolaires et essaiera de satisfaire aux attentes du Conseil de ville.

Le domaine de la planification scolaire est en mouvement perpétuel, que ce soit sur le plan de la démographie, de la disponibilité des locaux ou des possibilités financières. Régulièrement et au fur et à mesure, les ambitions doivent être adaptées, en fonction des possibilités de la Ville. Le Conseil de ville sera donc informé et en possession d'un nouveau rapport cette année, comme par le passé. S'agissant de l'engagement d'un expert externe pour réaliser ce rapport, il convient de relever qu'aujourd'hui, dans le journal, il était question de l'Orchestre. Il était notamment écrit: *"S'il y avait eu tant de rapports d'experts externes sur l'Orchestre, c'est parce que Monsieur Moeschler est faible en matière de gestion"*. Ainsi, le Conseil de ville me reproche de ne pas demander un rapport d'expert et si, au contraire, je demande le rapport d'un expert externe, c'est qu'il y a un problème de gestion. Finalement, Monsieur Pichard et Madame Stöckli Schwarzen devraient simplement se mettre d'accord, à savoir s'il convient de demander à un expert externe de réaliser ce rapport ou pas. La différence entre les deux manières de procéder est la suivante: lorsque l'Administration possède des compétences et des ressources, elle les utilise. C'est le cas de la planification des locaux scolaires. Il s'agit d'un travail commun entre la Direction des écoles, la Direction des travaux publics et la Direction des finances. C'est un travail qu'il faut adapter régulièrement et seuls les professionnels, qui connaissent la situation sur le terrain, Monsieur Peter Walther, Responsable du département Écoles & Sport, Monsieur Jürg Saager, Responsable des constructions auprès de la Direction des travaux publics et d'autres collaborateurs spécialisés peuvent dire ce qui est nécessaire et le mettre dans un rapport. Un expert externe n'a aucune chance d'acquiescer ce niveau de connaissances, à moins de travailler à plein temps à la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture. Un

nouveau directeur des écoles, un nouveau directeur des travaux publics et un nouveau directeur des finances entreront en fonction l'année prochaine. Peut-être verront-ils les choses différemment. Je pense que vous devrez, Madame Stöckli Schwarzen, mettre un délai, non pas à fin février 2013, mais à fin février 2014, pour éventuellement avoir une réponse différente. La Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture dispose des ressources nécessaires à la réalisation de ce rapport, malheureusement pas à votre satisfaction. Elle essaiera de faire mieux l'année prochaine.

Monsieur Pichard, vous avez fait des considérations pédagogiques concernant la 9^{ème} année et vous souhaitez un peu plus de liberté en la matière. Sachez que la liberté en matière d'école doit être contrôlée. Les écoles ne peuvent pas faire comme elles l'entendent. Elles doivent disposer de mesures d'accompagnement. Il manque de ressources et probablement de volonté. Le Canton travaille actuellement intensément sur cette question. La Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture attend, dans les deux ans, une réponse sur les conceptions cantonales en matière de 9^{ème} année. Ce qui sera fait à Bienne dépend de ce que le Canton définira.

S'agissant de la suppression des classes d'accueil romandes, il est effectivement trop tard. En effet, ces classes particulières, auxquelles les francophones étaient très attachés et qui servaient à l'intégration des enfants allophones ont été supprimées, car elles ne sont plus reconnues par le Canton. Du moment où le Canton n'autorise pas une forme de classe, elle disparaît. Le souci n'est pas d'évaluer cette forme qui disparaît, mais de mettre sur pied des nouvelles formes d'intégration pour des enfants allophones et ceci se fait dans le cadre des ressources mises à disposition par le Canton. À différentes occasions, la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture intervient, si possible, en alliance avec les communes voisines auprès du Canton, pour faire valoir la situation particulière de Bienne. Nous avons d'ailleurs obtenu quelques succès. Des succès qui, j'en suis bien conscient, ne sont pas suffisants, mais qui néanmoins, nous permettent de travailler avec les directions d'école et les enseignant(e)s concerné(e)s, afin qu'effectivement les mesures prises pour l'intégration des enfants allophones correspondent aux vœux des spécialistes, soit les enseignant(e)s.

Pichard Alain, GLP: Ich ging bisher immer davon aus, dass Gesetze für beide Sprachgruppen gelten. Im Oberstufenzentrum Mett-Bözingen gibt es eine Empfangsklasse. Wenn ich Herrn Moeschler richtig verstehe, sind solche Klassen an Deutschschweizer Schulen erlaubt und an Welschen nicht? Empfangsklassen finde ich sehr interessant. Sie sind in die Schule integriert und die Kinder können im Turnen und bei anderen Fächern mit den Regelklassen mitmachen. Je besser sie die Sprache beherrschen, umso mehr Lektionen besuchen sie in der Regelklasse. Unter den schwierigen Bieler Umständen finde ich dieses Vorgehen optimal. Deshalb verstehe ich nicht ganz, weshalb dies für welsche Schulen nicht möglich sein soll.

Stöckli Schwarzen Heidi, SP: Ich möchte etwas klarstellen: In der Debatte vom letzten Herbst äusserte ich mich nicht wütend, sondern klar. Genauso mache ich seit Jahren Sachpolitik. In meinem damaligen Votum stellte ich unter anderem die genannten Zahlen bezüglich des aufgeschobenen Raumbedarfs in Frage. In den letzten 12 Jahren engagierte ich mich als Kommissionsmitglied und als Stadträtin

stark im Schulbereich. Deshalb komme ich zurück auf das bereits erwähnte Postulat 20060474, zu welchem ich vorhin eine Fristverlängerung beantragte. Darin geht es um eine Prüfung und ich bin der Meinung, dass das Anliegen des Postulats genau so geprüft werden soll, wie die Anliegen anderer Postulate. Dies ist bis heute nicht geschehen und ich habe das Recht, eine solche Prüfung zu verlangen. Das Postulat verlangt einerseits personelle Ressourcen für die Erarbeitung der Schulraumplanung und andererseits die Prüfung, ob dazu interne Stellenprozente zur Verfügung gestellt werden können, oder ob es nicht besser wäre, ein externes Mandat zu vergeben. Ich bitte den Stadtrat, diesem Anliegen Rechnung zu tragen und die Frist für die Erfüllung zu verlängern. Ich finde, dass dieses Anliegen innert Jahresfrist geprüft werden kann und dazu nicht zwei Jahre nötig sind. Für mich ist dieser Auftrag auch unabhängig von der Person, welche die Direktion führt, denn die Behandlung des Vorstosses liegt in der Verantwortung des Gesamtgemeinderats.

Votes

- sur la proposition de Monsieur Stefan Kaufmann concernant le point 1

La proposition est acceptée.

- sur la proposition de Madame Heidi Stöckli Schwarzen concernant le point 2

La proposition est acceptée.

- sur le projet d'arrêté, y compris les amendements adoptés

Vu le rapport du Conseil municipal du 16 décembre 2011 concernant «Prolongation de délai ou radiation du rôle de motions et postulats adoptés, mais non réalisés dans un délai de deux ans, relevant de la compétence de la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture», et s'appuyant sur les art. 42, al. 2 et 43, al. 1 du Règlement du Conseil de ville du 11 décembre 1996 (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. **Le délai de réalisation du** postulat 20030179, Martin Rüfenacht, FDP, «Planification des locaux scolaires à Bienne» **est prolongé jusqu'en février 2013.**
2. **Le délai de réalisation du** postulat 20060474, Heidi Stöckli Schwarzen, Groupe socialiste, «Planification générale des locaux scolaires» **est prolongé jusqu'en février 2013.**
3. Le postulat 20080168, Barbara Schwickert, Verts Bienne, «Écoles à journée continue à Bienne» est radié du rôle comme étant réalisé.
4. Le postulat 20080424, Ariane Tonon, Verts Bienne, «Suppression des classes d'accueil romandes» est radié du rôle comme étant réalisé.
5. L'intervention 20090343, Barbara Chevalier, Groupe socialiste, «Postes administratifs supplémentaires pour le Département de la protection de la jeunesse et des adultes» est radiée du rôle comme étant réalisée.

6. Le délai de réalisation du postulat interpartis 20090345, Martin Wiederkehr, SP, Alain Pichard, PVL, Stefan Kaufmann, Forum Biel/Bienne, Claire Magnin, Verts Bienne, «Modèle biennois pour le cycle secondaire» est prolongé jusqu'en février 2014.
7. Le délai de réalisation de la deuxième partie du postulat 20090381, Claire Magnin, Verts Bienne, «Crèche à l'Esplanade !» est prolongé jusqu'en février 2014.
8. Le postulat urgent 20090426, Thomas Lachat, Groupe socialiste, «Subventionnement de l'accueil extrafamilial pour les familles à faible revenu» est radié du rôle comme étant réalisé.
9. Le délai de réalisation du postulat 20100035, Dana Augsburg-Brom, Groupe socialiste, «Concept pour l'encouragement précoce et la prévention dans le domaine préscolaire» est prolongé jusqu'en février 2014.

Direction des travaux publics

1. Postulat 19970584 Giovanna Massa Bösch / Prolongation de délai
2. Motion 20030309 Pierre Ogi / À radier du rôle
3. Motion 20030385 Teres Liechti Gertsch / Prolongation de délai
4. Postulat 20030566 Teres Liechti Gertsch / À radier du rôle
5. Postulat 20040601 Erich Fehr / Prolongation de délai
6. Postulat 20050256 Marc Arnold / À radier du rôle
7. Postulat 20050490 Daphné Rüfenacht / Prolongation de délai
8. Intervention interpartis 20060464 Peter Moser / Prolongation de délai
9. Intervention 20060465 Peter Moser / Prolongation de délai
10. Motion urgente 20070036 Patrick Calegari / Prolongation de délai
11. Postulat 20070239 Peter Moser / À radier du rôle
12. Postulat 20070318 Erich Fehr / Prolongation de délai
13. Postulat 20070364 Heidi Stöckli Schwarzen / À radier du rôle
14. Postulat 20070402 Pierre-Yves Grivel / À radier du rôle
15. Postulat 20090252 Fatima Simon / À radier du rôle
16. Postulat 20090315 Urs Grob / À radier du rôle
17. Intervention urgente 20090339 Béatrice Sermet-Nicolet / À radier du rôle
18. Motion interpartis 20090344 Heidi Stöckli Schwarzen / Prolongation de délai
19. Motion 20090384 Pablo Donzé / Prolongation de délai
20. Postulat 20090428 Salome Strobel / Prolongation de délai

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Concernant la version du rapport de la Direction des travaux publics, la version allemande diffère de la version française. C'est la version française qui fait foi. Les différences se trouvent aux points 2 et 19 du rapport. Pour les personnes qui ont uniquement la version allemande, le Conseil municipal propose de prolonger la motion Ogi ainsi que la motion Donzé jusqu'au 28 février 2013. En ce qui concerne le point 20, relatif au postulat Salome

Strobel, il y a une divergence entre la date de prolongation du rapport et celle du projet d'arrêté. C'est la date du projet d'arrêté qui fait foi.

Strobel Salome, GPK: Auch der GPK fielen die etwas wirren Fristen auf und ich wollte mich dazu äussern. Mit den Erklärungen der Stadtratspräsidentin erübrigt sich dies jedoch.

Zudem möchte ich Stellung nehmen zum Postulat 20040601, GPK, Sanierung des Pförtnerhauses und der öffentlichen Toilette im Stadtpark. Die GPK hat den Eindruck, dass keine grossen Bemühungen gemacht wurden, um eine Nutzung für das Haus zu finden. Sie wünscht sich, dass zumindest die Sprayereien entfernt werden. Oder hält das Haus nur noch dank dieser Sprayereien...? Mit der beantragten Fristverlängerung ist die GPK einverstanden.

Moser Peter, Fraktion Forum: Im Namen der Fraktion möchte ich mich zu zwei Vorstössen äussern. Erstens zur Motion 20030309, Pierre Ogi, Erstellung eines Trottoirs an der Lindenhofstrasse. Es geht um eine alte Geschichte. An und für sich ist es ein guter Vorstoss, dessen Ziel klar ist. Trotzdem beantragt die Fraktion Forum, dem deutschen Antrag des Gemeinderats zu folgen und die Motion abzuschreiben. Die vorliegende Begründung für die Abschreibung wurde im Dezember 2011 verfasst. Deshalb beinhaltet sie nur die halbe Wahrheit. Einige wissen sicher bereits, dass der Gemeinderat 2012 einen Kreditantrag der Baudirektion in der Höhe von CHF 280'000.- für den Bau dieses Trottoirs ablehnte. Da noch offene Fragen hinsichtlich des Baus einer möglichen Leichtathletikanlage im Mettmoos bestehen, die im Zusammenhang mit einer möglichen Neugestaltung der Lindenhofstrasse stehen, ist aus Sicht der Fraktion Forum zum heutigen Zeitpunkt auf den Bau eines Trottoirs zu verzichten. Zum Schutz der FussgängerInnen wurden dennoch bereits Sperrflächen markiert und Plastikzäpfchen installiert. Allein diese Massnahmen brachten bereits eine spürbare Verbesserung der Situation. Die Fraktion Forum erachtet diese Massnahmen zum heutigen Zeitpunkt als genügend. Mehr sollte momentan nicht unternommen werden. Es kam nicht zu vielen Unfällen. Die drei Unfälle der letzten Jahre standen zudem in keinem Zusammenhang mit den FussgängerInnen. Deshalb ist die **Fraktion Forum in Anbetracht der schlechten finanziellen Lage der Stadt der Ansicht, dem deutschen Antrag des Gemeinderats sei zu folgen und die Motion abzuschreiben.** Die Prioritäten auf der Nordachse sollten anders gesetzt werden, es gibt Trottoirs, die eher realisiert werden sollten. Auch sollten einige Eisenbahnunterführungen verbreitert und die dortigen Trottoirs saniert werden. Der Stadtrat hat die vorliegende Motion seinerzeit überwiesen mit Auftrag an den Gemeinderat, zu handeln. Die Baudirektion wollte das Trottoir Lindenhofstrasse nun realisieren. Der Gesamtgemeinderat beurteilte die Situation heute aber anders und sagte Nein. Deshalb wäre es nun am Stadtrat, den Rückwärtsgang einzuschalten und die Motion als unerfüllbar abzuschreiben.

Die zweite Bemerkung betrifft mein Postulat 20070239, Brückenschlag zwischen Biel und Nidau. **Die Fraktion Forum beantragt, dieses nicht abzuschreiben, sondern die Erfüllungsfrist bis Februar 2014 zu verlängern.** Textverarbeitung ist etwas Schönes, alle zwei Jahre kann der gleiche Text übernommen werden, sogar mit den gleichen Fehlern... Alle wissen, dass der Verkehr auf der Aarbergstrasse auch nach der Eröffnung des A5-Ostasts nicht abnehmen wird, es wird im Gegenteil sogar eine leichte Zunahme prognostiziert. 2013 findet auf dem Expoareal das Eidgenössische

Turnfest statt. Dieses wird sehr viel Verkehr generieren. Auch gibt es immer mehr FussgängerInnen, die an den See wollen und deshalb die Aarbergstrasse queren müssen. Heute müssen sie alles sehr schnell tun, weil die Autos aus der Dr. Schneider-Strasse gleichzeitig grün haben. Diese Situation finde ich unbefriedigend. Schon anlässlich der Beantwortung des Postulats im Jahr 2007 sagte ich, dass der Fraktion Forum keine Passerelle vorschwebt, wie sie für die Expo.02 gebaut wurde. Sicher wäre eine einfachere und günstigere Lösung möglich, damit die FussgängerInnen die Aarbergstrasse queren können. Ich danke für die Fristerstreckung.

Stöckli Schwarzen Heidi, Fraktion SP: Ich äussere mich zu meinem Postulat 20070364, Aufwertung des Grabes der Ungenannten. Wie alle sehen konnten, liess sich der Gemeinderat gut vier Jahre Zeit, um dieses Postulat zu beantworten. Die Prüfung des Anliegens und die Beantwortung des Vorstosses sind für mich zu mager ausgefallen. Es reicht mir nicht, dass sich der Gemeinderat nur auf die Rückmeldung der Friedhofverwaltung abstützt. Ich bin der Meinung, dass auch bei den Pfarreien, den Seelsorgeteams, den Kirchgemeinden, den Selbsthilfegruppen und anderen hätte nachgefragt werden müssen, wie sie dieses Anliegen einschätzen. Als Frau eines ehemaligen Gemeindeleiters bezweifle ich, dass die Mehrheit der direkt betroffenen Hinterbliebenen die heutige Situation als gut empfindet. Erfahrungsgemäss ist es so, dass die Hinterbliebenen in einem Todesfall ihre Energie anders einsetzen, als bei der Friedhofverwaltung Verbesserungen einzufordern. Zudem müssten sie solche Wünsche wohl erst noch bei irgend einer anderen Anlaufstelle deponieren. Ich bin erstaunt darüber, dass der Gemeinderat die Tatsache ausser Acht lässt, dass sich die Bestattungsgewohnheiten geändert haben und ein guter Teil der Bevölkerung ein Gemeinschaftsgrab wünscht. Gleichzeitig wünschen sich aber viele, dass den Hinterbliebenen irgendeine Form der Erinnerung bleibt. In Zeiten der Mobilität hat sich vieles verändert und viele möchten kein eigenes Grab mehr, da dessen Betreuung und Bewirtschaftung für die Hinterbliebenen immer schwieriger wird. Ich hätte erwartet, dass der Gemeinderat die Definition des Grabes der Ungenannten beibehalten würde und damit respektiert, dass es Leute gibt, die nach dem Tod ungenannt bleiben wollen. Ich ging aber auch davon aus, dass der Gemeinderat Hand bieten würde, um die Wünsche vieler Hinterbliebener zu erfüllen, die eine kleine Erinnerung an ihre Angehörigen wünschen. Eine mögliche Lösung wäre vielleicht ein zusätzliches Gemeinschaftsgrab. Da der Gemeinderat aber stur ist, bin ich damit einverstanden, das vorliegende Postulat abzuschreiben. Ich werde einen neuen Vorstoss für ein Gemeinschaftsgrab einreichen, in der Hoffnung, dass der neu zusammengesetzte Gemeinderat diese Sache etwas anders angehen und ein Gespür dafür entwickeln wird. Vom Sterben sind alle betroffen, alle mussten bereits den Verlust von Freunden oder Angehörigen erfahren. Eine gewisse Sensibilität für diese Fragen müsste also auch beim Gemeinderat vorhanden sein. Im Rahmen der Strukturreform 2013 ist die Rede von interdepartementaler Zusammenarbeit. Die fünf neuen Direktionen werden besser zusammenarbeiten müssen, vielleicht wird damit eine Lösung für mein Anliegen möglich... Ich möchte die Hoffnung darauf nicht aufgeben.

Sermet-Nicolet Béatrice, PSR: J'aimerais intervenir sur le postulat 20060465, Peter Moser, FDP, "Voie réservée aux bus "Route de Neuchâtel - Faubourg du lac" et sur la motion 20090339, Béatrice Sermet-Nicolet, Salome Strobel, Groupe socialiste, " Sécurité des cyclistes et des piétons le long de l'axe nord (Faubourg du lac)". Le

Groupe socialiste est satisfait par la réponse du Conseil municipal, soit de prolonger le délai du postulat de Monsieur Moser au 28 février 2013, parce que la deuxième partie de l'assainissement de l'axe nord n'est pas encore terminée.

En ce qui concerne la motion 20090339, Béatrice Sermet, Salome Strobel, Groupe socialiste "Sécurité des cyclistes et des piétons le long de l'axe nord", cette motion est réalisée qu'à moitié. En effet, un aménagement adéquat n'a été réalisé que jusqu'aux feux du Faubourg du lac. La situation s'est ainsi améliorée. Le projet sera, semble-t-il, présenté avec un octroi de crédit au Conseil de ville. Je m'en réjouis. Je me demande, dès lors, pourquoi le Conseil municipal propose-t-il de radier du rôle cette motion comme étant réalisée, alors que la moitié n'est pas encore réalisée. J'aimerais ajouter, que le Groupe socialiste demande également, que des mesures de sécurité pour les cyclistes qui bifurquent à gauche, juste après le giratoire de la rue Centrale, soient aménagées. La sécurité des cyclistes s'est, il est vrai, bien améliorée sur cet axe, en revanche cette question de bifurcation représente toujours encore un danger pour les cyclistes. Le Groupe socialiste **demande, que ce postulat soit prolongé jusqu'en février 2014.**

Calegari Patrick, BVP: Ich spreche zu meiner dringlichen Motion 20070036, Garderoben Sportanlage Champagne: Sofortiger Ersatz. Das ist ein Thema! (*Gelächter*) Die Motion wurde im Januar 2007 eingereicht. Der Stadtrat unterstützte den Vorstoss mehrheitlich und erkannte seine Dringlichkeit. Es ist toll, wie schnell in Biel gearbeitet wird! Im Januar 2007 verlangte der Stadtrat dringend neue Garderoben für die über 200 Benutzenden. Heute, 2012, steht die Garderobe immer noch nicht. Nun kommen Gemeinderat, Sportkommission und Sportamt und versprechen für 2013 eine neue Sportanlage. 2015 dürften die Garderoben dann etwa fertiggestellt sein. Die SportlerInnen müssen also nochmals etwa drei Jahre warten. Ich wurde in Biel in der Cité Marie geboren. Vor zwei oder drei Jahren wurde in der Stadt ein "Parcours culturel" durchgeführt. Diesen absolvierte ich bereits vor 50 Jahren! Ich weiss, was es heisst, in den "Slums" zu wohnen. Später wuchs ich in an der Ecke Bielstrasse / Aegertenstrasse auf. Als junger Bub ging ich fischen und verkaufte meinen Fang für CHF 2.- pro kg bei den Baracken an Spanier, Portugiesen oder Italiener! Manchmal gewährte ich sogar einen Rabatt. Ich sah, wie einige während vieler Jahre als Gastarbeiter für Biel arbeiteten und in diesen Baracken wohnten. Dieses Bild habe ich immer im Kopf, so wie ich auch die Cité Marie immer im Kopf habe. Wenn ich heute als Fussballfan in die Champagne gehe, sehe ich auch heute noch die Cité Marie und die Baracken. Et là, j'ai honte, au nom du Conseil de ville. Je ne peux pas le dire autrement. Lorsque j'ai déposé ma motion, j'ai fait une erreur: j'étais membre d'un parti, qui n'était pas très bien noté et j'étais un bourgeois, qui dérangeait! Les installations de la Champagne sont utilisées, encore aujourd'hui, par plus de 200 personnes, en majorité de nationalité étrangère. Ce n'est pas un public très important, car ces personnes n'ont pas le droit de vote. En 1998, je me suis battu, en tant que Président du FC Aurore, pour avoir de nouvelles installations sanitaires aux Tilleuls. J'ai eu l'appui de plusieurs Conseillers de ville et les installations ont été rénovées très vite, car j'ai eu des contacts avec des personnes très influentes! Le FC Boujean et le FC Mâche ont demandé de nouveaux vestiaires. Des "namhafte Bieler Persönlichkeiten" ont fait le nécessaire auprès du Conseil municipal et auprès de la Commission des sports. De ce fait, les vestiaires ont été construits très, très rapidement! Monsieur Habegger, vous pouvez certainement confirmer ce que je viens de dire. Mais, pour le FC Azzurri, à la Champagne,

personne ne m'aide. Je dois de nouveau me battre tout seul devant le Conseil de ville. Depuis des années, je reçois des réponses farfelues du Conseil municipal: des négociations sont en cours avec l'Arsenal ou les stades de Bienne seront bientôt construits, etc. Chaque fois, le Conseil municipal à une autre argumentation et la motion est ainsi prolongée d'une année ou deux. À ce rythme, en 2015, je suis sûr qu'il n'y aura pas de nouveaux vestiaires à la Champagne! Ces vestiaires sont dégoûtants. Un paysan, qui demanderait l'autorisation d'élever des porcs dans ces installations, ne recevrait pas d'autorisation du vétérinaire cantonal! Faites comme vous voulez, cette motion sera encore prolongée d'une année et rien ne changera, mais j'aimerais bien que la population sache, que je me bats pour avoir de nouveaux vestiaires à la Champagne.

Ogi Pierre, PSR: J'aimerais intervenir sur ma motion 20030309, "Construction d'un trottoir à la rue du Lindenhof". Je m'étonne de tous les millions projetés par le Conseil municipal. La Ville de Bienne va déboursier 60 mio. fr. pour le projet "Tram régional", sans le moindre problème. Les vestiaires du complexe sportif de la Champagne coûteraient le centième d'une erreur de calcul dans le projet "Tram régional"! Cependant, il n'y a pas d'argent pour ce projet, de même qu'il n'y a pas d'argent pour les projets de quartiers de la Ville de Bienne. La Ville prétend qu'elle va améliorer la situation des quartiers, mais rien ne se passe, c'est tragique! Une habitante de mon quartier a eu un accident de vélo l'année dernière. À 88 ans, il lui a fallu une année pour se remettre. Elle a eu une chance extraordinaire, car elle n'aura plus jamais d'accident de vélo, parce qu'elle est morte entre-temps.

La situation dans mon quartier est invivable. La limitation à 30km/h n'est pas respectée. Pourtant, cette rue compte 360 parcelles de jardins et des milliers de personnes se déplacent continuellement. La réfection du trottoir à la rue Lindenhof coûterait 300'000 fr. à la Ville de Bienne. Cela représente un centième des investissements de la Ville. J'ai eu, tout à l'heure, une conversation avec Madame Schwickert, Directrice de la sécurité et je lui ai fait part de mon mécontentement et de mon désaccord avec le Conseil municipal. J'ai élu les conseillers municipaux, des personnes sensées bâtir la Ville et par conséquent les trottoirs. Curieusement, la Ville de Bienne finance des projets dans les quartiers du lac. Ces quartiers sont fréquentés par des personnes, qui n'habitent pas forcément à Bienne, mais qui bénéficient de trottoirs et de pistes cyclables. La Ville déplace même tout un quartier du lac, sans problème! Le bouquet, c'est que la Ville de Bienne a les moyens financiers d'aménager, au chemin Reimann, toute une parcelle destinée à des caravanes et des tentes, qui va coûter des dizaines ou des centaines de milliers de francs, sans problème. Paradoxalement, les habitants de mon quartier sont obligés de circuler quotidiennement sur une route extrêmement dangereuse. Le Directeur des travaux publics, dans un instant de lucidité, a voulu bâtir ce fameux trottoir. Mais, aujourd'hui, la Ville de Bienne ne veut plus entrer en matière sur ce projet. J'espère, qu'un jour, le Conseil municipal comprendra que les petites gens ont également des besoins.

Ammann Olivier, au nom du Groupe Forum: J'aimerais intervenir sur le postulat 20070402, Pierre-Yves Grivel, Groupe Forum, "Halle actuelle de curling: démolition ou réutilisation?". Après l'émotion d'un trottoir ou d'un vestiaire, reprenons le thème des stades, qui lui aussi amène quelques émotions. Le Conseil municipal propose de radier du rôle le postulat susmentionné or, Pierre-Yves Grivel et moi-même ne sommes pas du tout d'accord avec cette décision. En effet, il convient de construire

d'abord les stades et de démonter ensuite les structures existantes, ceci évidemment à condition que les nouveaux stades ne soient pas construits sur l'emplacement de la halle de curling. Nous comprenons, qu'il incombe effectivement aux investisseurs de décider ce qu'ils vont faire de cette halle. La Ville de Bienne ne doit pas simplement dire aux investisseurs: "*Faites ce que vous voulez, parce que la Ville ne sait pas quoi en faire*". Le Groupe Forum **demande une prolongation de délai de deux ans pour la réalisation de ce postulat, soit jusqu'à fin février 2014**, afin d'envisager une possibilité de réutilisation de ces installations. Il y a également d'autres installations sportives, qui demandent des améliorations à Bienne, comme l'inline-hockey et là aussi, il y aura certainement des possibilités de faire des économies, pour pouvoir réaliser ces améliorations.

Simon Fatima, Les Verts: J'aimerais intervenir sur le postulat 20090252, Fatima Simon, Verts Bienne, "Offrir des poubelles à la Vieille Ville". Je remercie le Conseil municipal de sa réponse et je le félicite pour la mise en place d'une équipe spéciale de lutte contre les déchets illégaux. En effet, il est clair qu'il faudrait, non seulement, résoudre le problème lié aux dépôts illégaux des déchets ménagers en Vieille Ville ou dans certains quartiers d'habitation, mais également dans toute la Ville de Bienne. Je salue le fait que l'année dernière, l'Inspection de la voirie a complété les emplacements des poubelles publiques à la Vieille Ville. Il convient toutefois de relever, que certaines poubelles sont pleines à craquer et ne sont pas systématiquement vidées. Il semble donc clair, que les 300 poubelles publiques sont insuffisantes pour une population, qui compte en moyenne 60'000 habitants.

Arnold Marc, SP: Herrn Calegari möchte ich antworten, dass die Gewährung der Dringlichkeit eines Vorstosses nur bedeutet, in welchem Zeitraum der Gemeinderat diesen beantworten muss, mehr leider nicht. Noch eine sarkastische Frage: bei der Mühleinsel gab es einmal eine Fischzucht. Haben Sie dort gefischt?

Aber eigentlich möchte ich mich zu meinem Postulat 20050256, Seeuferweg Vingelz, Bereich Strandboden bis zur Gemeindegrenze Tüscherz äussern. Der Gemeinderat nahm die Projektierung des Abschnitts vom Strandboden bis zur Müllermatte in Angriff, mehr nicht. Für ihn ist das Grund genug, das Postulat abschreiben zu wollen. Im Vorstoss wird aber ein Projekt verlangt, welches bis Tüscherz reicht. Somit ist das Postulat noch nicht erfüllt, obschon ich einer Etappierung seinerzeit zustimmte. Der Vorstoss hat eine Geschichte: das Volk sagte mehrmals Ja zum Seeuferweg. Mehrere Baudirektoren nahmen ihn in Angriff, so auch der Vorgänger von Herrn Klopfenstein, Herr Haag. Sämtliche Einsprachen zu seinem Projekt wurden bis vor Bundesgericht abgewiesen. Seine letzte Amtshandlung aber war, das ganze Projekt zurückzuziehen. Dies veranlasste mich zum vorliegenden Postulat. Wie gesagt, geht es in der Antwort nur um eine Projektierung vom Strandboden bis zur Müllermatte. Sicher wird es auch dort Einsprachen geben, ich möchte also auch die zweite Etappe verwirklicht wissen. **Deshalb beantrage ich, für die Erfüllung dieses Postulates eine Fristverlängerung bis Februar 2014 zu gewähren.**

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke für die wenigen Geschäfte, die Zustimmung fanden. Es sind nicht mehr so viele... Das Pièce de résistance ist wohl das Trottoir an der Lindenhofstrasse. Klar ist, die Motion wurde erheblich erklärt. Der Gemeinderat beschloss am 16. Dezember 2011, eine weitere Fristverlängerung zu beantragen. Dies in Kenntnis der Tatsache, dass das Baugesuch für das Trottoir

hängig war. Mittlerweile wurde es bewilligt. Damals war auch bereits klar, dass das erwähnte Kreditgeschäft in der Pipeline war und im Januar 2012 im Gemeinderat behandelt werden sollte. Am 13. Januar 2012 beschloss der Gemeinderat tatsächlich über das Investitionsgesuch. Der Kreditantrag belief sich auf CHF 280'000.-. Das ist ein normaler Preis für ein solches Trottoir. Die Baudirektion machte es also nicht extra teurer. Der Gemeinderat debattierte lange, der ablehnende Entscheid fiel dennoch aus finanzpolitischen Überlegungen ziemlich deutlich aus. Die Kosten stehen in keiner Relation zum erwarteten Nutzen. CHF 280'000.- sind vor allem im Hinblick darauf, dass es in der Stadt andere, dringlichere Begehrlichkeiten gibt, einfach viel Geld. Der Gemeinderat lehnte das Geschäft also aufgrund von finanzpolitischen Überlegungen ab. Die Baudirektion wurde aber beauftragt, andere Lösungen zu prüfen. Dies hat sie getan. Nun wird für das Postulat eine Fristverlängerung um ein Jahr verlangt, also für ein Projekt, das eigentlich bereits Schiffbruch erlitten hat oder zumindest in Schiefelage ist. Damit wird die Fristverlängerung zur Illusion und der Baudirektor ist nun im Sandwich zwischen dem Stadtrat, der ein Handeln fordert und dem Gemeinderat, der sagt, es sei zu teuer. Nun ist guter Rat teuer. Die Forderung des Gemeinderats, eine günstigere Variante zu prüfen, hat die Baudirektion mit den jetzt realisierten Markierungen und Pollern erfüllt. Der Gemeinderat ist der Ansicht, dass dies genügt. Auch Herr Moser fordert eine Abschreibung der Motion. Ich vertrete natürlich die Haltung des Gemeinderats, der eine Fristverlängerung verlangt. Ich gebe aber ehrlich zu, dass ich nicht der unglücklichste Mensch der Welt bin, wenn Herrn Mosers Forderung Zustimmung findet. Das ist mein Statement. Der Baudirektor hat seine Pflicht und Schuldigkeit getan. Es ist am Stadtrat, zu entscheiden, ob er dieses Trottoir will oder nicht.

Zum Pfortnerhaus kann ich nur immer das Gleiche sagen: Es müssten ungefähr CHF 1,2 Mio. investiert werden, um etwas Sinnvolles aus diesem Gebäude zu machen. Dabei wüsste ich nicht einmal, wofür das Haus genutzt werden kann. Es ist das Dümme, ein Gebäude zu sanieren, ohne zu wissen, wozu es dereinst dienen soll. Das Anliegen, die Sprayereien zu beseitigen, ist wohl eine günstige Lösung, zu der ich sicher Hand bieten kann. Das Haus hält aber nicht durch die Sprayereien zusammen und sie tragen sicher nicht zu seiner Stabilität bei... Das Gebäude wird also nicht einfach zusammenfallen. Das ist ja eigentlich auch das Tragische daran (*Gelächter*) - das ist aber eine persönliche Bemerkung...

Es stimmt, dass der Vorstoss zum Seeuferweg zwei Etappen verlangte und den ganzen Seeuferweg forderte. Nun will die Baudirektion den Abschnitt vom Strandboden bis zur Müllermatte realisieren. Ich bin zuversichtlich, dass dieser trotz den eingegangenen Einsprachen gebaut werden kann, denn ich glaube, dass diese nur wenig Gewicht haben. Die Einspracheverhandlungen laufen und ich bin zuversichtlich, dass der entsprechende Kredit noch dieses Jahr im Stadtrat behandelt wird. Es ist klar, dass das Anliegen des Postulats noch nicht ganz erfüllt ist. Vielleicht war der Antrag, es abzuschreiben, etwas mutig. Mit einer Fristverlängerung könnte ich leben.

Auch Herr Calegari ist offensichtlich nicht zufrieden. Alles, was zu den Garderoben in der Champagne in letzter Zeit in der Zeitung stand, stimmt. Die Baudirektion verhandelt. Leider können die Garderoben aber nicht, wie ursprünglich vorgesehen, westlich des Sportfelds gebaut werden. Sie kommen südlich zu liegen, womit sie die Leichtathletikanlagen tangieren. Deshalb wird die Sportdelegierte noch etwas mit den

Sportvereinen verhandeln müssen. Das nötige Geld, in Form eines Kostendachs von CHF 2,2 Mio., ist aber vorhanden und der Baubeginn ist für Anfang 2013 geplant. Diese hohe Summe macht jedoch einen vorgängigen Wettbewerb notwendig. Das Projekt ist komplex, da die Rundbahn wegen den Garderoben aufgehoben werden muss. Es werden nur noch vier gerade 400m-Strecken zur Verfügung stehen. Zum Glück gibt es ja in Magglingen noch eine Rundbahn...

Zum Postulat 20070239, Peter Moser, Brückenschlag zwischen Biel und Nidau bitte ich den Stadtrat, dem Gemeinderat zu folgen.

Frau Stöckli Schwarzen hofft auf einen neuen Baudirektor, der mit dem Thema "Grab der Ungenannten" feinfühlicher umgehen wird. Der Gemeinderat ist der Meinung, dass ein zusätzliches Gemeinschaftsgrab keinem grossen Bedürfnis entspricht. Es gibt ja die Zwischenlösung, bei Urnenbestattungen Nischen zu mieten. Diese Variante ist billiger als ein persönliches Grab. Seien wir doch ehrlich: den meisten geht es bei der Wahl der Bestattung um das Geld. Man will nicht mehr so viel Geld ausgeben, um die Angehörigen zu bestatten und die Gräber pflegen zu lassen. Am liebsten hätte man einen "Aldi-Friedhof". Als Baudirektor bin ich dagegen. Frau Stöckli Schwarzen ist mit der Abschreibung aber einverstanden.

Herr Grivel, ich halte fest, dass die Argumente des Gemeinderats nicht falsch sind. Die Stadt hat im Moment keine Verwendung für diese Halle. Private können sie aber nutzen oder kaufen. So wie der Vorstoss formuliert ist, ist deshalb die Antwort des Gemeinderats richtig, er kann nur abgeschrieben werden.

Madame Simon, vous êtes d'accord avec la réponse du Conseil municipal. Je vous en remercie et je n'ai rien à ajouter.

Frau Sermet hat nicht ganz unrecht, wenn sie sagt, es sei nicht ganz kongruent, für die Erfüllung des Vorstosses von Herrn Moser die Frist zu verlängern und für ihren nicht. Ich kann damit leben, wenn für beide Vorstösse die gleichen Fristen gelten.

Moser Peter, FDP: Zuhanden des Protokolls möchte ich nochmals erwähnen, dass ich zur Motion 20030309, Pierre Ogi, Erstellen eines Trottoirs an der Lindenhofstrasse als Fraktionssprecher sprach und nicht als Einzelsprecher. Ein Vorschlag zur Güte: Ihr Vorstoss ist zu billig, Herr Ogi, deshalb konnte der Gemeinderat in eigener Kompetenz entscheiden. Vielleicht müssten Sie eine teurere Vorlage mit rotem Belag oder Bodenheizung fordern, dann käme der Kredit in den Stadtrat...

Ogi Pierre, PSR: Je pense que le Conseil municipal aurait eu la possibilité de refaire le trottoir à la rue du Lindenhof, avec un pouvoir de décision de 300'000 fr. Ceci représenterait par année la somme de 30'000 fr. pendant 10 ans. Il est extrêmement intéressant de voir les travaux réalisés aux abords de l'Oméga, depuis maintenant deux ans. Un trottoir tout aussi grand que celui du Lindenhof sera sans doute refait, sans problème, mais c'est ailleurs qu'à Mâche! Le Conseil de ville a adopté l'autonomisation d'ESB, dont le Conseil d'administration a le droit de dépenser 15 mio. fr., alors que le Conseil municipal, dans son ensemble, refuse d'investir 280'000 fr. pour la réfection de ce trottoir. La Ville prévoit de dépenser 8 mio. fr. pour décontaminer l'aire de l'usine à gaz, mais qui finalement coûtera probablement 9, 10

voire 11 mio. fr. Il n'y a aucun problème si cela coûte 3 mio. fr. de plus, mais 280'000 fr. pour un trottoir, afin d'assurer la protection des habitants de la Ville de Bienne, c'est trop! Monsieur Klopfenstein, Directeur des travaux publics, serait finalement d'accord de construire ce trottoir, malheureusement il quitte le Conseil municipal. Peut-être n'avait-il pas assez envie de convaincre ses collègues du Conseil municipal? Je remercie toutefois Monsieur Klopfenstein pour ses efforts. Lorsque cette affaire est parue dans les journaux, je n'y croyais pas. Mes craintes ont été justifiées, puisque encore aujourd'hui la réfection de ce trottoir n'est pas encore décidée. Monsieur Stöckli, l'ancien maire de Bienne a décidé de refaire la place d'Orpond, la Ville de Bienne a déboursé 2 mio. fr. pour avoir du béton et du goudron, qui n'a rien amélioré à la situation! Malgré tout, cette place a été réalisée en l'espace de six mois! À bout d'arguments, je ne reviendrai plus jamais défendre ce projet.

Nicati Alain, au nom du Groupe Forum: J'aimerais intervenir sur le postulat 20070402, Pierre-Yves Grivel, Groupe Forum, "Halle actuelle de curling: démolition ou réutilisation?". L'idée émise concernant la halle de curling est que le Conseil municipal cherche un repreneur potentiel de cette installation, afin de couvrir d'autres besoins. Ainsi, afin de pouvoir étudier cette variante, le Groupe Forum **demande de prolonger ce postulat jusqu'en 2014.**

Votes

- sur la proposition de Monsieur Peter Moser concernant le point 2

La proposition est refusée.

- sur la proposition de Monsieur Marc Arnold concernant le point 6

La proposition est acceptée.

- sur la proposition de Monsieur Peter Moser concernant le point 11

La proposition est acceptée.

- sur la proposition de Monsieur Olivier Ammann concernant le point 14

La proposition est acceptée.

- sur la proposition de Madame Béatrice Sermet concernant le point 17

La proposition est acceptée.

- sur le projet d'arrêté, y compris les amendements adoptés

Vu le rapport du Conseil municipal du 10 juin 2011 concernant « Motions et postulats adoptés / Délai de deux ans (Direction des travaux publics) », et s'appuyant sur les art. 42 et 43 du Règlement du Conseil de ville du 16 décembre 2011 (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le délai de réalisation du postulat 19970584, Giovanna Massa Bösch, Verts Bienne, «Élaboration d'un Agenda 21 biennois» est prolongé jusqu'au 28 février 2013.
2. Le délai de réalisation de la motion 20030309, Pierre Ogi, PSR, «Construction d'un trottoir à la rue du Lindenhof» est prolongé jusqu'au 28 février 2013.
3. Le délai de réalisation de la motion 20030385, Teres Liechti Gertsch, SP et Groupe socialiste, «Le long de la Suze de Frinvillier au lac de Bienne – Compléter le chemin de rives» est prolongé jusqu'au 28 février 2014.
4. Le postulat 20030566, Teres Liechti Gertsch, SP et Groupe socialiste, «Extension de l'offre de toilettes publiques à Bienne» est radié du rôle.
5. Le délai de réalisation du postulat 20040601, Commission de gestion, «Assainissement de la maison du concierge et des toilettes publiques au Parc municipal» est prolongé jusqu'au 28 février 2013.
6. **Le délai de réalisation du** postulat 20050256, Marc Arnold, SP, «Chemin de la rive du lac à Vigneules / Des Prés-de-la-Rive à la limite communale de Tüscherz-Alfermée» **est prolongé jusqu'à fin février 2014.**
7. Le délai de réalisation du postulat 20050490, Daphné Rüfenacht, Groupe Verts Bienne, «Trafic parasite par les quartiers» est prolongé jusqu'au 28 février 2014.
8. Le délai de réalisation du postulat 20060464, Peter Moser, FDP, «Rehaussement du sous-voies CFF Rue de Mâche – Rue de Madretsch» est prolongé jusqu'au 28 février 2014.
9. Le délai de réalisation du postulat 20060465, Peter Moser, FDP, «Voie réservée aux bus / Route de Neuchâtel – Faubourg du lac» est prolongé jusqu'au 28 février 2013.

10. Le délai de réalisation de la motion 20070036, Patrick Calegari, UDC, «Vestiaires au complexe sportif de la Champagne: remplacement immédiat» est prolongé jusqu'au 28 février 2013.
11. **Le délai de réalisation du** postulat 20070239, Peter Moser, FDP, «Passerelle entre Bienne et Nidau» est **prolongé jusqu'à fin février 2014.**
12. Le délai de réalisation du postulat 20070318, Erich Fehr, SP et Groupe socialiste, «Un deuxième passage souterrain à la gare de Bienne» est prolongé jusqu'au 28 février 2014.
13. Le postulat 20070364, Heidi Stöckli Schwarzen, Groupe socialiste, «Mise en valeur de la fosse commune» est radié du rôle.
14. **Le délai de réalisation du** postulat 20070402, Pierre-Yves Grivel, Forum Biel/Bienne, «Halle actuelle de curling: démolition ou réutilisation ?» est **prolongé jusqu'à fin février 2014.**
15. Le postulat 20090252, Fatima Simon, Verts Bienne, «Offrir des poubelles à la Vieille Ville» est radié du rôle comme étant réalisé.
16. Le postulat 20090315, Urs Grob, Groupe UDC/PSL, «Mesures rigoureuses pour lutter contre le dépôt illégal de déchets dans les rues» est radié du rôle comme étant réalisé.
17. **Le délai de réalisation de** la motion 20090339, Béatrice Sermet-Nicolet, Salomé Strobel, Groupe socialiste, «Sécurité des cyclistes et des piétons le long de l'axe nord (Faubourg du lac)» est **prolongé jusqu'à fin février 2014.**
18. Le délai de réalisation de la motion interpartis 20090344, Heidi Stöckli Schwarzen, Salomé Strobel, Groupe socialiste, «Solution de construction à long terme pour le sous-voies CFF à la rue de Madretsch – rue de Mâche» est prolongé jusqu'au 28 février 2014.
19. Le délai de réalisation de la motion 20090384, Pablo Donzé, Groupe Verts Bienne, «Ville propre, même lors de grandes manifestations» est prolongé jusqu'au 28 février 2013.
20. Le délai de réalisation du postulat 20090428, Salome Strobel, Groupe socialiste, «Parcage des vélos au centre-ville et à la place de la Gare» est prolongé jusqu'au 28 février 2014.

25. Interpellation interpartis 20110255, Alain Pichard, PVL, Pascal Fischer, LC, "Enquête auprès de la fondation Orchestre symphonique de Bienne"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

Les interpellants sont satisfaits de la réponse du Conseil municipal.

Pichard Alain, GLP: Vorab möchte ich dem Gemeinderat für seine offene und ehrliche Antwort danken. Nach der Eingabe dieser Interpellation wurde ich von verschiedenen Seiten, unter anderem vom neuen Verwaltungsdirektor, Herrn Falk, angefragt, was dieser Vorstoss soll und ob es wirklich nötig sei, die alten Geschichten wieder hervorzuholen. Immer wurde gesagt, es solle vorwärts geschaut werden, die TOBS (Theater Orchester Biel Solothurn) sei auf gutem Weg. Wer vorwärts schaut, muss sehen, was kommt. Ich sehe das nicht so. Wenn ich zurückschaut, glaube ich zu wissen, was kommt. Ein Blick zurück lohnt sich manchmal, damit das, was wir befürchten, nicht eintrifft. Das wollte ich mit dieser Interpellation erreichen. Wer

zurück schaut, wird feststellen, dass einiges hätte besser gemacht werden können. Dabei denke ich an fünf Stichworte: Führung - Verantwortung - Transparenz - Kontrolle - Umgang mit dem Personal.

Innerhalb von neun Jahren wurden fünf Berichte zum gleichen Thema verfasst. Ich kenne niemanden, der das versteht. Es waren zu viele, zu teure Berichte. Auf die Frage, wer dafür die Verantwortung trägt, wird gesagt, die Situation sei komplex gewesen, die Funktionsweisen kompliziert und die Bedingungen schwierig. Wie praktisch! Es werden keine Namen und keine Schuldigen genannt. Es gibt auch keine konkreten Arbeitsaufträge. Die Antwort auf die Interpellation schmerzt niemanden, sie gibt niemandem die Schuld und rät niemandem, sich etwas mehr Mühe zu geben. Sie macht niemandem Ärger. Trotzdem hat sie etwas Bedeutungsvolles, denn es geht ja um eine schwierige Sache. Gottfried Keller sagte etwas wie: "Alles Edle kommt vom Einfachen". Das Einfache an vorliegendem Vorstoss ist: ein Stiftungsrat erhielt Geld und hatte einen Leistungsauftrag. Wer mehr Geld ausgibt als einnimmt, schreibt ein Defizit. Wer zu lange so wirtschaftet, geht Konkurs. Das passierte dem Sinfonieorchester zweimal. Gleichzeitig wurden aber auch noch drei Verwaltungsdirektoren verheizt. Es kann doch nicht sein, dass die öffentliche Hand einer Institution Millionen in die Hände gibt, die zwei Konkurse hinlegt, Verwaltungsdirektoren verschleisst und anschliessend einfach sagt, es sei halt schwierig gewesen!

Zum Stichwort Transparenz: von Herrn Falk erhielt ich jetzt sehr ermutigende Signale. Er sagte, für ihn sei es selbstverständlich, dass jeder ausgegebene Franken ausgewiesen werde. Die MusikerInnen des Orchesters merkten ja bereits nach dem ersten Konkurs, dass das Ganze aus dem Ruder läuft. In ihrer Verzweiflung schrieben sie deshalb dem Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektor einen Brief und äusserten darin die Befürchtung, dass es so nicht gehe. Diesem Brief schoben sie noch ein ziemlich ausführliches Budget nach. In der Antwort zur Interpellation steht, dieser Brief hätte keine neuen Elemente enthalten. Ich muss sagen, dass er die einzigen konkreten Zahlen enthält, die ich bisher gesehen habe. Warum hat der Gemeinderat nicht gehandelt? Warum wurde den MusikerInnen geantwortet: "*Wir haben vollstes Vertrauen in den Stiftungsrat und bitten Sie, dieses auch zu haben.*"? Das verstehe ich nicht. Dieses Vorgehen ist das übliche: Auch im Fall EJS schrieb eine verzweifelte Mitarbeiterin einen Brief an den Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektor. Darauf wurde sie auf die Direktion zitiert und ihr wurde mitgeteilt, sie solle sich an die Hierarchien halten. 2009 schrieben die Lehrkräfte des Oberstufenzentrums Madretsch einen Brief an den Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektor. Auch hier wurde geantwortet, sie sollten sich an die Hierarchien halten. Wer die Hierarchien umgeht, stellt das System in Frage. Von einem Gemeinderat einer Partei, die sich selbst als systemkritisch beurteilt, erwarte ich mehr. Früher konnte sich die Bevölkerung an den Gemeinderat wenden. Ich denke dabei zum Beispiel an Herrn Glas oder Frau Walliser. Nun hoffe ich fest, dass sich die Situation nächstes Jahr verbessern wird. Wenn heute die richtigen Lehren gezogen werden, wird die Stadt an ihrem Orchester noch viel Freude haben. Von der Antwort bin ich befriedigt.

Blättler Isabelle, Grüne: Ich kann mir die Stadt Biel ohne Stadttheater und Sinfonieorchester nicht vorstellen. Auf die kulturellen Veranstaltungen dieser Institutionen möchte ich nicht verzichten. Kultur darf etwas kosten und Biel bezahlte

bisher auch etwas dafür. Die kulturelle Unterstützung muss aber irgendwo Grenzen haben. Auch ein kultureller Betrieb muss seine Ressourcen möglichst gut einsetzen. Dabei muss nicht unbedingt ein Gewinn resultieren. Allfällige Verluste sollten sich aber in einem gewissen Rahmen halten und vor allem kontrollierbar bleiben. Es muss klar sein, weshalb rote Zahlen entstanden sind und es müssen allfällige Massnahmen ergriffen werden. Manchmal habe ich den Eindruck, dass es die Stadt mit Zahlen nicht immer so genau nimmt. Diesen Eindruck hatte ich vor allem, als ich die Antwort auf Ziffer 1 las. Die Frage war, wieviel die Berichte die Stadt gekostet haben. Die korrekte Antwort war ungefähr CHF 279'000.-. Im Weiteren steht, dass der Kanton Bern und die Stadt Solothurn die ersten drei Berichte mitfinanzierten. Ich bin wohl nicht die Einzige im Saal, die vorerst davon ausging, dass der Kanton Bern und die Stadt Solothurn einen Teil der CHF 279'000.- mitfinanzierten. Tatsache ist aber, dass sie zusätzliche CHF 137'000.- bezahlten! Im Ganzen kosteten die Berichte also CHF 416'000.-. Weshalb das in der Beantwortung nicht klar kommuniziert wird, ist mir ein Rätsel. Soweit zur Vergangenheit. Vielmehr interessiert mich aber die Zukunft. Alle sind guter Hoffnung, dass die neue Institution TOBS, welche am 19. September 2011 gegründet wurde, besseren Zeiten entgegen geht. Die Verantwortung dafür wird komplett dem neuen Stiftungsrat überlassen. Die Bieler und Solothurner Behörden sind seit 2008 nicht mehr im Stiftungsrat vertreten. Für die Saison 2010/2011 beanspruchte das Orchester eine Defizitdeckung von rund CHF 530'000.-. Wie will die Stadt sicherstellen, dass die finanzielle Lage des TOBS Ende Jahr nicht erneut in eine solche Schieflage gerät? Sicher würde die Stadt eine solche wiederum ausgleichen, da sie ja nicht auf Theater und Orchester verzichten will. Deshalb erlaube ich mir, noch zwei Fragen in den Raum zu stellen:

1. Wäre es nicht angebracht, wenn der Gemeinderat wieder im Stiftungsrat vertreten wäre und dort detaillierte und zeitnahe Informationen zum Stand der Dinge erhielte?
2. Könnte der Gemeinderat in Zukunft vierteljährlich über die finanzielle Lage des TOBS informiert werden, statt wie bisher nur Ende Jahr?

Sylejmani Ali, au nom du Groupe socialiste: Ce n'est pas évident de succéder à des orateurs éloquentes et aux abonnés à la critique. Si je suis là, c'est que j'ai un message du Groupe socialiste à faire passer. Les habitants et habitantes de la Ville de Bienne sont des bâtisseurs constructifs et fiers d'être biennois. La promotion de cette Ville passe également par la culture et aussi par des solutions, qui n'ont pas été choisies facilement afin de garantir la survie des institutions culturelles. En Europe, on ne trouve pas une ville de la grandeur de Bienne, qui possède un théâtre, un opéra et un orchestre permanent et professionnel. Soyons réalistes, la question de survie des institutions culturelles se pose et se posera toujours. Il faut être conscient de cela. Les institutions culturelles doivent pouvoir jouir d'une situation structurelle et organisationnelle, leur permettant une stabilité de fonctionnement, une exploitation maximale des synergies et des possibilités d'évolution permanente. Les institutions culturelles ne sont pas des entreprises du commerce du prêt à porter et non plus des institutions étatiques. Les mesures entreprises se sont avérées efficaces, car elles pouvaient s'appuyer sur un large consensus et il a fallu beaucoup d'énergie et de tractations entre tous les différents acteurs impliqués et intéressés, afin d'arriver à une solution juste et durable. La contribution des experts était indispensable dans un domaine si complexe. Le Conseil de ville de Bienne et la population biennoise ont confirmé la sagesse de la gestion de ce dossier. L'offre culturelle et les postes de travail sont maintenus. Si une personne prétend pouvoir faire mieux, elle peut

seulement relever le défi et annoncer sa candidature à l'élection du Conseil municipal de cette année. Faites vos jeux Mesdames et Messieurs!

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: C'est avec plaisir que je prends la parole, car j'ai de bonnes nouvelles à vous annoncer. La décision prise par le Conseil de ville le 17 mars 2011, de ne conclure qu'un seul contrat de subventionnement pour l'Orchestre et le Théâtre Bienne Soleure, sera mise en oeuvre. Cette décision a été confirmée le 14 décembre 2011 par le Gouvernement, qui s'est décidé pour une seule fondation. La première séance du nouveau Conseil de fondation, avec ses quatre membres désignés par les pouvoirs publics, a eu lieu au mois de septembre 2011. Ce Conseil de fondation s'est mis au travail, avec entrain, au cours de l'été 2011, pour résoudre les problèmes en suspens, en particulier les trois conventions collectives de travail des musiciens, des acteurs et du personnel administratif et technique. Les efforts investis aboutissent finalement à un résultat extrêmement réjouissant. Le succès de la nouvelle forme de la Fondation Théâtre Orchestre Bienne Soleure (TOBS) ne peut certainement pas être garanti définitivement. Si toutefois cette institution devait connaître des difficultés, elles pourraient certainement être résolues par mes successeurs d'une manière très simple, par le recours à des experts.

La planification des locaux scolaires demande le savoir-faire de différents acteurs: un architecte municipal, un chef de service, des écoles et des ressources. Pour l'Orchestre le Département de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture n'a pas les compétences pour décider si l'Orchestre doit se limiter à de la musique classique ou se spécialiser dans la musique contemporaine et s'il convient de faire jouer des archets baroques, d'engager des violonistes ou des harpistes. Le Département de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture n'a malheureusement pas les compétences pour prendre de telles décisions. Des spécialistes se mettent à disposition pour de telles tâches, comme par exemple le Directeur de la Haute École des Arts de Berne, qui a rédigé ce premier rapport. Ainsi ces rapports, qui semblent vous faire tellement peur Monsieur Pichard, n'ont pas tous été émis dans un but de fusion.

Il y avait une autre problématique: l'existence même de l'Orchestre Bienne Soleure. Lorsque le Conseil municipal m'a demandé, lors de mon entrée en fonction, d'économiser 1 mio. fr. dans le domaine de la culture, je me suis effectivement posé la question de la fermeture des musées, de la Bibliothèque, des Spectacles français ou du Théâtre Bienne Soleure. Cependant la véritable question à se poser et de savoir si la Ville de Bienne est prête à se passer d'un orchestre. Monsieur Sylejmani l'a dit tout à l'heure, Bienne est probablement une des plus petites villes d'Europe à disposer d'un Orchestre professionnel permanent. De ce fait, le Conseil municipal peut bien tenir quelques théories sur la musique classique et contemporaine et sur l'importance d'un Orchestre pour la vie culturelle de la région. Mais, cela ne suffit pas et il convient d'aller chercher l'avis d'experts. Ce premier rapport a été soumis pour approbation aux partis politiques, qui ont presque unanimement soutenu la création d'un orchestre à Bienne. Dès lors, le Département de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture devait faire en sorte, que cet orchestre puisse continuer d'exister. Il doit correspondre au goût du public d'aujourd'hui, mais également au public de demain. Comment faire pour que cet orchestre ne joue pas devant des salles vides? Un petit orchestre peut-il jouer du Brahms ou du Beethoven? Ces

questions dépassent les compétences du Département de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture et donc, il est bien naturel dans ces conditions, de s'adresser à des experts, pour fixer des objectifs. Le choix s'est porté sur la musique classique et il a fallu ensuite mettre en œuvre ces objectifs.

Le projet a compté sur beaucoup de chance, puisque l'Orchestre a joué à l'occasion du spectacle d'ouverture d'Expo.02. L'argent a coulé dans les caisses. Toutefois, au cours des années suivantes, la situation s'est avérée plus difficile et par conséquent l'Orchestre a été confronté à des difficultés croissantes et l'idée d'une fusion a commencé à germer. L'idée a cependant rencontré de l'opposition à tous les échelons. Force était de constater, que cette idée n'était pas réalisable. Ceci d'autant plus, que le partenaire principal de la Ville de Bienne, soit la Ville de Soleure, était opposée à cette proposition. Je me souviens des très graves discussions menées avec Monsieur Walton, directeur visionnaire de l'Orchestre Bienne Soleure. La situation de l'Orchestre le préoccupait. Une solution a finalement pu être trouvée avec le directeur de l'Orchestre et le président du Conseil de fondation. Ces personnalités n'avaient pas froid aux yeux et avaient le courage d'affronter les difficultés et les discussions avec les membres du Conseil de fondation et les membres du personnel. Cela n'a pas été facile d'entreprendre une telle réforme. La chose la plus importante était d'éviter tout conflit, car généralement les conflits font perdre une énergie folle. Il fallait absolument réussir à renouveler les contrats de subventionnement, soit de tenir jusqu'au 1^{er} janvier 2012.

Monsieur Pichard, comment pouvez-vous mentionner, aujourd'hui, une lettre datée de l'automne 2009, qui a trouvé sa réponse d'une page et demie? Les discussions se sont déroulées à l'entière satisfaction des différents acteurs, qui ont été en permanence impliqués dans toutes les discussions menées à l'interne. Toutes les démarches entreprises, soit par la Direction, soit par le Conseil de fondation de l'Orchestre et du théâtre, ont été constamment expliquées à tous les acteurs, sans exceptions. Un des principaux talents et une des chances extraordinaires, que la Ville de Bienne a eu, c'est de pouvoir compter sur la présence de Monsieur Häring, qui a soigné ces contacts et fait en sorte qu'à aucun moment, un conflit n'éclate. Il est vrai, que lorsqu'une personne perd les nerfs et s'adresse à la presse locale, cette dernière en fait un gros titre. Cependant je peux vous assurer, qu'à aucun moment ce genre d'éclat n'a débouché sur un conflit. Si cela avait été le cas, le projet n'aurait certainement pas abouti dans un laps de temps aussi court. Lorsque cette fusion a été évoquée, cela faisait déjà plus d'une année que la Ville de Bienne en parlait. Cette fusion a pu être réalisée dans les plus brefs délais.

Actuellement, deux menaces principales pèsent sur l'Orchestre. D'une part, les ressources financières (à savoir si l'Orchestre maîtrisera son budget) et d'autre part, si l'Orchestre parviendra à maintenir son public, son audience. Il a été décidé, que l'Orchestre suivra la voie de la spécialisation et que de nouvelles actions culturelles (concert du Nouvel An, publication de CD, etc.) seraient créées, qui s'adresseraient aux personnes du troisième âge et également à la jeunesse. Il faut faire en sorte que cet orchestre ne soit plus un orchestre simplement centré sur notre Ville, mais un orchestre qui rayonne dans toute la région. Je pense que les efforts mis en commun ont largement contribué à la réussite de ce projet. Mais que se serait-il passé sans les expertises et s'il aurait fallu faire face à des conflits avec le personnel, les directeurs ou ceux qui craignaient que cela se passe mal? L'Orchestre aurait dû mettre la clef

sous le paillason, car les négociations et la création de cette institution auraient tout simplement échoué. Les difficultés budgétaires auraient conduit l'Orchestre à la faillite.

Mais, il reste encore de grands défis à relever en matière de convention collective de travail. Cette tâche incombe maintenant au Conseil de fondation et à Monsieur Häring, qui doivent faire naître de belles perspectives, pour que le projet soit mis sous toit, avant le mois de juin.

Je ne peux exprimer que de la reconnaissance dans ce dossier. C'est l'un des dossiers les plus magnifiques, que j'ai eu l'occasion et le privilège de conduire, accompagné par des gens extraordinairement compétents et dévoués. S'agissant des expertises, il est question ici d'aider et de soutenir le Conseil de fondation d'une entreprise, dont le chiffre d'affaires s'élève à plusieurs millions de francs. Un grand nombre de personnes ont passé des heures et des nuits blanches sur ces dossiers. Elles se sont fait insulter par la presse et elles n'ont touché pas un seul franc de dédommagement. Je pense particulièrement à: Madame Walliser, Messieurs Krüttli, Friedli, Walton, Arben, Wyrsh, Falk, à feu Peter Althaus. Toutes ces personnes se sont dévouées de manière incroyable pour offrir à la Ville de Bienne un Théâtre et un Orchestre de qualité. Monsieur Pichard, je suis convaincu que vous auriez fait autrement, mais je ne suis pas sûr, que ce dossier soit arrivé au but sans aucun conflit. C'est aussi grâce à la Ville de Soleure et à la région toute entière (45 communes) mais aussi grâce au Canton, que notre Ville bénéficie et bénéficiera encore de cet instrument culturel magnifique qu'est l'Orchestre, le Théâtre et l'Opéra.

26. Motion urgente 20110337, Barbara Chevallier, Béatrice Sermet-Nicolet, PSR, "Qualité de l'accueil des enfants à l'École à journée continue (EJC)"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

Le Conseil municipal propose d'adopter tous les points de la motion et de radier du rôle le deuxième point.

Chevallier Barbara, PSR: Le Groupe socialiste a déposé cette motion urgente en octobre 2011. La situation était alors critique. Le personnel de l'école à journée continue (EJC) était à bout de forces et au bord de l'épuisement. Il était dès lors urgent d'intervenir. La réponse à notre motion est réjouissante à plus d'un titre. Nous en remercions chaleureusement le Conseil municipal et l'Administration biennoise, qui a réagi immédiatement. Le 4 novembre 2011 déjà, le Conseil municipal prenait des mesures provisoires pour augmenter le nombre de postes de travail, afin de soulager le personnel en place. À l'heure actuelle, après vérification auprès du Département Écoles & Sport, l'augmentation du nombre de postes correspond à 670%. Ce chiffre ne signifie pas grand-chose, puisqu'il s'agit d'un grand nombre de postes à temps partiel, répartis sur plusieurs sites. La création de ces postes permet désormais d'avoir plus de flexibilité et de la réserve pour couvrir les besoins supplémentaires, qui vont naître d'ici juin 2012.

Autre bonne nouvelle, le pilotage des emplois de l'EJC ne se fera plus par le biais du tableau des emplois, mais par le biais du budget, ce qui permet de réagir de manière

beaucoup plus flexible aux demandes en matière de personnel. En outre, l'introduction d'un instrument de contrôle permet d'indiquer régulièrement si la clef de répartition du personnel, prescrite par le Canton, est respectée. L'introduction d'un tel instrument est à saluer. À ce propos, s'il semble avoir été possible jusqu'à présent de remplir les conditions édictées par le Canton en matière de personnel qualifié pour un nombre d'enfants défini, il semble que cette prescription va se révéler de plus en plus difficile à satisfaire. Ce n'est pas parce qu'il n'y a plus de ressources cantonales, mais parce qu'il n'y a simplement plus suffisamment de personnel qualifié sur le marché du travail. Le concept comptait avec l'engagement de personnel issu du corps enseignant, mais les conditions contractuelles pour les enseignants, dans le cadre de l'EJC, ne sont pas très intéressantes et les horaires difficiles à conjuguer. Tous les efforts de recrutement possibles doivent absolument être poursuivis. Il en va de la qualité de l'accompagnement de nos enfants. En ce qui concerne l'application du moratoire pour le personnel de l'EJC, le Groupe socialiste est satisfait de savoir, que le Conseil municipal a assoupli son exécution. Un moratoire sur la réoccupation des postes dans ce domaine est contre-productif, en particulier dans le cas de départ d'un membre d'une équipe dans de si petites unités. Il est dès lors essentiel, que le personnel soit tout de suite remplacé, afin de garantir la sécurité des enfants et d'éviter une surcharge au niveau du corps enseignant. L'application de ce moratoire a généré de nombreuses craintes auprès du personnel, même si elles ne se sont avérées que partiellement fondées. Notre groupe conclut néanmoins, d'après la réponse du Conseil municipal, que les économies qui auraient dû être générées par l'application de ce moratoire sur le personnel devront de toute façon être réalisées au sein de l'EJC. C'est en quelque sorte une victoire à la Pyrrhus et nous déplorons que, malgré les déclarations faites dans la stratégie de la formation de la Ville de Bienne, qui souhaite renforcer ce secteur de la formation, l'EJC doive également faire les frais de ces économies.

En outre, une ombre particulièrement sombre demeure au tableau: la situation des locaux scolaires. La réponse du Conseil municipal a le mérite d'être honnête, mais elle n'est en aucun point satisfaisante. Bien au contraire, elle est très préoccupante et le Groupe socialiste mettra toute son énergie, afin que tous les moyens possibles soient dégagés pour améliorer la situation et ceci malgré les difficultés financières, que traverse la Ville. Il en va de la crédibilité de la stratégie de la formation. En conclusion, à la lecture de cette réponse et en particulier parce que la situation sur le terrain s'est considérablement détendue, le Groupe socialiste accepte les recommandations du Conseil municipal et le remercie pour les efforts entrepris.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: La motionnaire se déclare satisfaite et est d'accord avec la proposition faite par le Conseil municipal. Les mesures préconisées par l'intervention parlementaire ont effectivement tout de suite trouvé auprès du Conseil municipal une oreille attentive. Dès lors, les mesures nécessaires ont été prises et les ressources nécessaires ont été trouvées. Cela ne signifie nullement, que le Conseil municipal doive cesser d'être attentif à cette question. Il convient, au contraire, d'examiner la situation de près au fur et à mesure de l'évolution, puisque comme vous le savez, c'est un domaine qui est en pleine croissance et qu'il faut absolument éviter des lacunes au niveau du personnel. Je pense, néanmoins, que l'Administration municipale est fière de pouvoir compter sur des mécanismes permettant un

accompagnement des enfants dans les meilleures conditions et correspondant aux normes en vigueur.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

27. Motion 20110283, Claire Magnin, Pablo Donzé, Groupe des Verts Bienne, "Renforcer les quartiers"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 3)

Le Conseil municipal propose de transformer les points 1 et 2 en postulat, de les adopter en tant que tels et de les radier du rôle et de transformer le point 3 en postulat en l'adoptant en tant que tel.

Magnin Claire, au nom du Groupe Les Verts: Je remercie le Conseil municipal de sa réponse. Il est évident, que la Ville se préoccupe d'organiser les activités permettant aux habitant(e)s de se rencontrer favorisant ainsi les moments de partage, soit au travers du Service de l'intégration, soit sous forme de soutien financier ou de soutien à des projets. Le Groupe des Verts ne remet en aucun cas en cause cette idée. Néanmoins, la demande de notre groupe est un peu différente. Nous demandons, de mettre des moyens à disposition dans les quartiers, de manière décentralisée et permanente. Un centre de quartier permet aux habitant(e)s d'avoir un point de rencontre, un lieu qui favorise en quelque sorte la rencontre des habitant(e)s d'un quartier. Le Groupe des Verts ne demande pas à la Ville de mettre à disposition du personnel d'animation, mais que les habitant(e)s puissent s'organiser comme ils ou elles l'entendent et mener les activités qu'ils et qu'elles souhaitent. Le Conseil municipal le dit dans son rapport: il y a beaucoup d'associations à Bienne et certaines n'ont pas de lieu fixe où se retrouver. Un centre de quartier permet à ces associations de se rencontrer et d'éventuellement collaborer.

La demande du Groupe des Verts n'est pas hors de prix. Elle exige un local avec deux salles, une cuisinette, quelques meubles et un ordinateur. Les habitant(e)s seraient responsables de cette installation. Cette infrastructure permettrait aux quartiers périphériques de décentraliser certaines activités et certaines prestations, comme par exemple les consultations pour nourrissons, qui pourraient avoir lieu dans ces centres de quartier et permettraient ainsi d'atteindre un plus grand nombre de personnes. Ces centres rapprocheraient les habitant(e)s du quartier. Les jeunes mères pourraient s'y rencontrer et les personnes âgées pourraient faire de la gymnastique. C'est de cette façon, que se développe l'entraide. Le Groupe des Verts insiste sur la nécessité de la mise à disposition d'une telle structure. Cette structure n'a pas de fonction sociale spécifique, ni de fonction d'intégration particulière. Son unique but est de favoriser la solidarité dans les quartiers et de trouver des éléments d'action possibles.

Sermet-Nicolet Béatrice, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste soutient la demande de Madame Magnin. La vie des quartiers doit préoccuper le Conseil de ville, surtout les quartiers de cette Ville, qui se trouvent en périphérie. Dans ce sens, j'aimerais suggérer au Conseil municipal, dans la perspective de ce

qui vient d'être dit, de faire une réflexion sur des lieux de rencontres de générations ou de cultures différentes et peut-être d'un concept de revitalisation et de dynamisation de la vie des quartiers, qui ne sont pas toujours au centre de toutes nos préoccupations. Le trottoir fait aussi partie de ces réflexions!

Magnin Claire, au nom du Groupe Les Verts: J'aimerais préciser, que le Groupe des Verts accepte la proposition faite par le Conseil municipal. Les points 1 et 2 sont acceptés et radiés du rôle et le point 3 est converti en postulat. Ce point étant lié aux financements spéciaux, nous ne pouvons qu'accepter cette décision.

Sylejmani Ali, PSR: Je suis cosignataire de cette motion de renforcement des quartiers. J'aimerais ainsi partager mon expérience et mon point de vue concernant ces centres de quartiers. C'est bien d'avoir un lieu de rencontre, où tout le monde peut se rencontrer, sans devoir forcément consommer. Dans la situation financière dans laquelle la Ville se trouve, il convient, avant tout, de revitaliser et de redynamiser la vie associative dans les quartiers. La Ville doit également soutenir les organisations favorisant les échanges entre suisses et suissesses et la population d'origine étrangère. Les citoyens et citoyennes, qui partagent le même quartier et les mêmes soucis, doivent pouvoir se rencontrer. Tout me porte à croire, qu'en y mettant plus de dynamisme et aussi peut-être plus de moyens, que ce soit dans les clubs sportifs, les associations de culture ou les sociétés de quartier, la Ville permettra de mettre en valeur et de renforcer la vie dans les quartiers.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Cette question de valorisation des quartiers est très importante. Elle est d'ailleurs débattue depuis de nombreuses années. La Direction de la Formation, de la prévoyance sociale et de la culture pense qu'elle a quelque chose à offrir par le travail du Service Jeunesse + Loisirs. Dans le concept de travail établi il y a quelques années, il y avait effectivement la volonté d'assurer la présence dans les quartiers, d'où l'ouverture pratiquement tous les six mois d'un nouveau centre de quartier. Les centres de Boujean, de Mâche, de Madretsch et du Centre-ville rendent de fiers services aux jeunes, soit comme lieu d'informations, mais aussi de rencontres et de distractions. Ces "infoquartiers" ont également comme but de toucher d'autres milieux de la population. Pour l'instant, il n'y a pas suffisamment d'expérience pour pouvoir dire si c'est un modèle qui marche ou pas.

Pour répondre à Madame Magnin, j'adhère tout à fait aux idées qu'elle exprime, mais je crois qu'il faut éviter de développer des offres et des propositions pour la population, sans se demander si la population le souhaite. Il y a eu quelques expériences cuisantes de manifestations dans les quartiers, qui ont été organisées et qui ont connu une fréquentation extrêmement faible ou qui n'ont pas eu de suite. Donc, il faut que les choses naissent par l'activité des habitant(e)s des quartiers, qu'il y ait une vie associative et des projets. L'initiative ne peut pas venir directement des Autorités, qui doivent d'abord observer ce qui se passe. Cette observation se fait dans les centres de jeunesse. Dans chaque centre, des travailleurs et travailleuse de jeunesse sont présents à certaines heures et peuvent observer ce qui se passe. Le cas échéant, ils ou elles peuvent faire des propositions sur des développements futurs. Il faut aussi savoir, qu'il existe également d'autres institutions, comme les paroisses ou même les écoles, qui ont des activités dans les quartiers et qui sont très

appréciées. Ces activités ne correspondent naturellement pas aux besoins de tout le monde, mais il ne faut pas s'imaginer, qu'il ne se passe rien dans les quartiers!

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

28. Interpellation 20110286, Dana Augsburger-Brom, Salome Strobel, Groupe socialiste, "État de la planification et stratégie d'avenir pour l'installation sportive de la Champagne"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 4)

Les interpellantes sont satisfaites de la réponse du Conseil municipal.

Augsburger-Brom, Fraktion SP: Madame Strobel et moi-même sommes satisfaites de la réponse du Conseil municipal. Ich mache nicht lange... Als Frau Strobel und ich die Interpellation einreichten, bestanden verschiedene Unsicherheiten. Clubs, OrganisatorInnen sowie SportlerInnen zeigten sich besorgt um die Zukunft der Sportanlage Champagne, insbesondere im Zusammenhang mit der Wohnüberbauung der Anlagestiftung Previs. Die wichtigsten Fragen wurden vorliegend transparent erklärt und auch die Betroffenen sind mit den Antworten zufrieden. Nun hoffe ich, dass die gesetzten Ziele realisiert werden können.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Les travaux, si tout va bien, devraient commencer en automne 2013. Il s'agit maintenant de se mettre d'accord entre le Département des constructions et le Service des sports et ensuite de prendre contact avec les différents clubs sportifs. Ce projet me tient particulièrement à cœur, parce que ces installations sportives sont liées au Centre-ville. Je regrette vivement la disparition de la Gurzelen. Je m'y suis vivement opposé à l'époque et je trouve très dommage de perdre des surfaces, qui étaient et sont très utilisés par les habitants du quartier, notamment par les enfants. L'externalisation de toutes les installations sportives est une grande perte pour la vie sociale et sportive d'une ville. Il est très important de mettre en place rapidement ces installations et je me réjouis de constater, que les délais se rapprochent et que bientôt les habitant(e)s de la Ville de Bienne pourront à nouveau faire du sport, dans de bonnes conditions à la Champagne.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Nous sommes arrivés au terme de cette séance. Je vous remercie de votre attention et vous souhaite une bonne nuit.

29. Nouvelles interventions

20120061	Interpellation urgente Béatrice Sermet-Nicolet et Peter Isler, Groupe PS	SEC
	Déploiement d'un réseau à fibre optique en ville de Bienne Bau eines Glasfasernetzes in der Stadt Biel	FIN
20120062	Motion urgente Alain Nicati, Groupe Forum	FIN
	Stades en développement Stadionneubauten	DTP
20120063	Überparteiliche Motion Max Wiher, GLP (überparteiliche Kulturgruppe)	BSK
	Kompensation der wegfallenden, kantonalen Subventionen an die kleinen Kulturinstitutionen durch die Stadt Biel Compensation par la Ville de Bienne de la perte des subventions cantonales aux petites institutions culturelles	FIN
20120064	Postulat Alfred Steinmann, Fraktion SP	STK
	Städtisches Kommunikationskonzept Concept municipal de communication	
20120065	Überparteiliche Motion Daphne Rüfenacht, Grüne, Peter Isler, SP, Peter Moser, FDP	SID
	Strom-Mix "Standard" als Basisprodukt des ESB Mix électrique «Standard» en tant que produit de base ESB	
20120066	Interpellation Claire Magnin, Groupe les Verts	FPC
	Mesures pour l'intégration Integrationsmassnahmen	
20120067	Postulat Alain Nicati, Groupe Forum	DTP
	Parking de la Vieille Ville mieux utilisé Bessere Nutzung des Altstadt-Parkings	
20120068	Postulat Roland Gurtner, Passerelle	FPC
	Élaboration d'un concept d'intégration Erarbeitung eines Integrationskonzepts	
20120069	Interpellation Roland Gurtner, Passerelle	FPC
	Rôle et fonctionnement de la Commission d'intégration Rolle und Funktionsweise der Integrationskommission	

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 22.45 heures / Uhr

La présidente du Conseil de ville / Die Stadtratspräsidentin:

Monique Esseiva

La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:

Regula Klemmer

Protokoll:

Katrin Meister

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Ana Gonzalez

Claire-Lise Kirchhof